

# GRAFFICI



LA SCIENCE DU CHOCOLAT

JUIN 2024



Photo: Geneviève Smith

## CHRONIQUE ENVIRONNEMENT

Pour une transition énergétique  
sensible au territoire

## DOSSIER

L'abolition des CRÉ, 10 ans plus tard

## FÊTE NATIONALE

Fierté ou simple congé?



SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER  
DE LA GASPÉSIE



## SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE

La Société du chemin de fer de la Gaspésie déploie beaucoup d'efforts afin de concrétiser la réhabilitation du chemin de fer jusqu'à Gaspé. Dans quelques semaines, la saison estivale battra son plein et les travaux sur la voie ferrée seront nombreux. Nous demandons à tous d'être vigilants aux abords des passages à niveau et de porter une attention particulière à tous les travailleurs ou équipements présents sur la voie ferrée. La sécurité est l'affaire de tous!

# Et si on agissait pour le caribou ?



**GILLES GAGNÉ**  
ÉDITORIALISTE

Le 30 avril, le gouvernement du Québec a encore démontré le peu de place qu'occupe le caribou montagnard dans ses priorités en étirant encore la consultation, ce qui désespère les experts. Ces experts connaissent en profondeur les mesures de sauvegarde pour les avoir identifiées il y a longtemps et ils militent en faveur de leur instauration depuis 15 ans.

La mollesse de Benoit Charette, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, devient légendaire. Depuis 2023, les Québécois ont notamment assisté à sa soumission devant le ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, dans le dossier Northvolt.

Cette abdication a ponctué la mascarade du 30 avril à Sainte Anne-des-Monts, alors que M. Charette et son homologue aux Ressources naturelles et aux Forêts, Maïté Blanchette Vézina, ont répété pendant 90 minutes, face aux questions des journalistes sur la Stratégie de protection du caribou, que les réponses se trouvaient dans le document déposé le jour même. Ce document, mince en solutions, constitue « un devoir incomplet remis en retard », selon Nature Québec.

Le 30 avril était le dernier jour de l'échéance fixée par Ottawa pour le dépôt de cette stratégie. L'exercice ressemblait à une manœuvre, une autre, pour gagner du temps, en faisant miroiter beaucoup d'argent.

L'octroi de 59,5 millions de dollars annoncé pour les hardes de caribous du Québec ressemble à une manœuvre de pompiers arrivés délibérément en retard à un incendie et cherchant bêtement à démontrer qu'ils sauveront la maison qui s'écroule. Ça s'appelle un leurre.

Avec 24 individus, la harde de caribous se trouve dans son pire état historique. Il y en avait 189 en 2007, et entre 700 et 1500 en 1950. Elle est plus vulnérable que jamais. Benoit Charette allonge malgré cela la consultation alors qu'il faut bouger depuis des années.

## Compétences ignorées

Le biologiste Serge Couturier a travaillé pendant 27 ans, jusqu'en 2012, pour l'État québécois. Il œuvre depuis ce temps comme expert-conseil, notamment en Ontario et dans l'Ouest canadien. Il a capturé près de 2000 caribous au cours de sa carrière, surtout à des fins de réimplantation dans des milieux désertés par les cervidés.

Depuis des années, il tente, sans succès, d'infléchir les mesures prises par la gestion québécoise de la faune pour le caribou montagnard. Avec le Bioparc de la Gaspésie, il a déposé en 2023 un projet de pouponnière visant à garder sous l'œil d'experts des femelles gravides (en gestation). Les faons seraient maintenus en captivité un an et remis en liberté quand ils seraient de bonne taille, assez forts pour affronter les rigueurs des sommets.

Parallèlement, M. Couturier suggère des mesures d'aménagement forestier, la fermeture de chemins pour couper la route des prédateurs, le prélèvement de ces prédateurs, surtout les coyotes,

et la réduction graduelle du nombre d'originaux dans l'habitat du caribou; les deux cervidés cohabitent mal. La concentration d'originaux en Gaspésie est également trop forte pour assurer sa propre bonne santé.

Bref, il suggère, comme d'autres experts, des mesures simultanées permettant « d'éviter le piège de la lente restauration », puisque redresser l'habitat par l'arrêt des coupes forestières en forte altitude prendra 20 ans.

Le projet du Bioparc et de Serge Couturier a été rejeté en janvier par Benoit Charette!

Sans expertise, les gestionnaires de la Faune affichent un échec complet en 2023. Six femelles ont été capturées et mises en enclos, mais seulement deux ont mis bas. Les deux faons et les mères sont morts, dont une par braconnage.

Le 30 avril, le ministre Charette a indiqué que la population de caribous montagnards s'établit à 24, selon l'inventaire de 2023. C'est 10 de moins qu'en 2022. Il a aussi dit que 13 caribous étaient en captivité, des renseignements publics cachés pendant des mois.

On peut croire que cette vulnérabilité fait l'affaire du gouvernement caquiste parce qu'elle justifie, aux yeux de ses porte-parole, la mise en enclos pour une durée indéterminée de la majorité sinon de tous les caribous. Un projet d'enclos permanent en Abitibi constitue pourtant un échec retentissant.

C'est l'envers du projet de pouponnière de Serge Couturier. Un tel projet a fonctionné pour les originaux à Terre-Neuve.

Les deux ministres n'ont cessé de répéter le 30 avril qu'il fallait protéger les emplois en forêt et en tourisme. On entendait presque l'ancien premier ministre libéral Philippe Couillard dire, en roulant des épaules, que pas un seul emploi ne serait perdu pour sauver un caribou.

Les conditions de vie des êtres humains s'effilochent, jadis tranquillement et maintenant rapidement. Il faut donc changer la donne « hier », pas demain. Le caribou est une espèce parapluie; la détérioration de sa harde, ou sa disparition, mineraient la capacité d'autres espèces de se maintenir.

Pensons aussi que le bois récolté en altitude, dans l'habitat du caribou, est de piètre qualité, et que le potentiel de découverte de mines dans cette aire de répartition est faible.

## Le jeu politique

Les petites manœuvres politiques qui retardent l'instauration d'un plan de sauvetage nuisent au cervidé en péril.

À l'ineptie de la Coalition avenir Québec s'ajoute l'hésitation d'Ottawa. Le dernier décret fédéral d'urgence associé à la *Loi sur la protection des espèces en péril* remonte au ... 15 juillet 2016, pour protéger la rainette faux-grillon. Aucun décret n'a été adopté depuis, en dépit de la situation déplorable d'un nombre significatif d'espèces animales.

Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois, n'est pas sorti grandi non plus d'une déclaration datant de 2022, à l'effet qu'il n'est pas certain que le caribou soit en péril. À des fins partisans, il cherchait sans doute à protéger la juridiction du Québec en matière faunique, contre celle d'Ottawa pour les espèces menacées.

On a aussi l'impression que, traînant derrière le Parti

québécois dans les sondages, la CAQ cherche à provoquer une action fédérale pour asseoir ses visées autonomistes, à défaut d'ambition souverainiste.

## L'imagination au travail

Les Gaspésiens ont une chance de réussir avec la Stratégie de protection du caribou, en la définissant eux-mêmes rapidement, et en la soumettant à un gouvernement caquiste affaibli. Il faudra que les Gaspésiens fassent quelques concessions qui risquent de heurter quelques susceptibilités, davantage que la gestion faunique et l'économie.

Mis à part les inquiétudes, justifiées, exprimées par Serge Couturier et le professeur Martin-Hugues Saint-Laurent, de l'UQAR, les propos les plus constructifs depuis longtemps sont venus de Steve Leblanc, vice-président aux approvisionnements du Groupe GDS, qui exploite deux scieries du côté nord de la Gaspésie.

M. Leblanc affirme qu'il est possible de retirer certains secteurs de l'aménagement à des fins de production de bois de sciage, le territoire étant assez grand pour choisir des lots plus productifs que les sommets de montagnes. Son point de vue est rafraîchissant parce qu'il déplore le retard dans l'implantation de mesures de protection du caribou.

Les emplois en aménagement forestier, nécessaires pour cesser de fragmenter l'habitat du caribou, peuvent ainsi être sauvés.

L'innovation doit prévaloir. Si des variations de récolte se juxtaposent à la période d'ajustement inhérente à la protection du caribou, pourquoi une partie du bois d'Anticosti ne serait-elle pas redirigée en Gaspésie pendant un certain temps?

Le tourisme est important en Haute-Gaspésie, notamment l'hiver. Il y a assurément moyen, dans un processus d'éducation des visiteurs, de les intégrer à la venue de nouvelles règles touchant le caribou. De plus, l'État allégerait les inquiétudes dans cette MRC, en créant un fonds de développement lui étant spécifique et tenant compte de toute la côte.

Le caribou représente l'occasion unique pour les Gaspésiens de contribuer au changement d'attitude requis pour inverser le désastre environnemental qui guette l'humanité. Son sauvetage est nécessaire et il doit commencer maintenant.

**CONCOURS** d'écriture **GRAFFICI**

VOIR LES TEXTES GAGNANTS DES CATÉGORIES ÉLÈVE DU PRIMAIRE, ÉLÈVE DU SECONDAIRE AINSI QUE LE COUP DE COEUR DU JURY EN PAGES 12 ET 13.

# Pour une transition énergétique sensible au territoire

MONT-LOUIS | Depuis quelques semaines, la tension sur le territoire québécois est montée d'un cran. La transition énergétique nous fait passer d'une économie basée sur l'énergie fossile à une économie basée sur l'énergie dite verte. Les projets sont nombreux et déboulent sur le territoire québécois un après l'autre. Sans pétrole, le Québec puisait son énergie d'ailleurs, utilisant les territoires des autres. Maintenant, pour cette transition, les ressources sont ici, sur notre territoire.



**JULIE REID FORGET**  
CHRONIQUEUSE

## Produire de l'énergie prend de l'espace

L'enjeu est que pour tirer profit des ressources éoliennes, solaires, minérales et hydrauliques nécessaires à la transition, il faut empiéter sur le sol. Ce qu'on pense prendre seulement au passage sans déranger - en hauteur ou dans le sous-sol - on le prend aussi horizontalement sur nos terres, sacrifiant parfois un peu ou beaucoup de terres agricoles, de possibilités forestières ou acéricoles, ou encore de projets de conservation ou d'écotourisme. Un certain chaos règne devant la déferlante, mettant en lumière une gestion territoriale peu agile et concertée. Devant la pression citoyenne, le milieu municipal doit jouer un rôle sans avoir de ressources. Mais sans volonté municipale, comment la province imposera un projet ?



Pour quitter l'énergie fossile, la transition énergétique demande de produire de l'énergie avec des parcs éoliens et solaires à court terme, ainsi que de nouveaux barrages à moyen et long termes.

Photo: Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec



**VENT À VENDRE**  
18 et 19  
juillet 2024  
20 h



**PARLER MAL**  
23, 24 et 25  
juillet 2024  
20 h



**ORNITHORYNQUES**  
30 juillet au  
9 août 2024  
Du mardi au vendredi  
20 h

théâtre / à tour  
de rôle

Quai des arts / Carleton-sur-Mer / [theatreatourderole.com](http://theatreatourderole.com)

L'ACADIE SUR SCÈNE

## Esquiver notre cadre de protection environnementale

Northvolt a été le premier à débouler sur le Québec. Invitée à bras ouvert par le gouvernement québécois qui souhaite devenir « la batterie verte de l'Amérique », l'entreprise s'est retrouvée dans une controverse hautement médiatisée. Ce n'est pas tant son projet qui déplaît, mais la décision de contourner le cadre de protection environnementale par le gouvernement lui-même. Northvolt aura échappé aux lois justement conçues pour ce type de projet, effritant au passage la confiance des citoyens à l'endroit du gouvernement.

Le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a toujours donné un sentiment de sécurité au public, les citoyens se disant que s'il y a des manquements ou des entorses au projet, l'organisme les identifiera au nom du bien commun. Que le gouvernement ait pris la décision d'esquiver le BAPE aura donc créé toute une commotion. C'est cette peur de perdre l'opportunité d'une usine de cellules de batteries qui a fait glisser la CAQ ainsi, un comportement qu'on observe typiquement dans les pays moins démocratiques aux institutions environnementales faibles. Plutôt gênant.

L'usine de recyclage de Northvolt, en revanche, moins pressante, a débuté son processus d'évaluation environnementale le 8 mai 2024.

## Les interventions des ministres invalidant le cadre environnemental

C'est maintenant au tour de TES Canada de débouler sur le territoire québécois, en Mauricie cette fois. Cette entreprise cherche à produire de l'hydrogène vert qui remplacera l'énergie fossile pour les véhicules lourds et pour les procédés industriels. On dit de l'hydrogène vert, car il est produit à partir d'énergie renouvelable. TES Canada propose un grand parc de plus de 140 éoliennes. Or, le sud de la Mauricie est une des régions à très faible potentiel éolien<sup>1</sup>. Une région sans historique de parc éolien se retrouve donc devant un conflit émergent à mesure que l'entreprise signe des ententes de gré à gré, elle qui n'a toujours pas démontré la pertinence de son projet via l'évaluation environnementale se concluant par le BAPE.

Malgré son ampleur, ce projet régional n'a pas fait l'objet de discussion avec les deux MRC qui se trouvent incapables de jouer leur rôle territorial. Sur ce dossier, on aura rarement vu autant de ministres vouloir supporter un projet avec des propos relativement intimidants envers le milieu de la recherche qui remet en question des éléments du projet. Pour préserver un climat social décent, il serait souhaitable

que le gouvernement joue un rôle d'arbitre avec plus de retenue, en attendant minimalement l'étude d'impact, un document scientifique, pour appuyer son opinion.

Plusieurs autres parcs éoliens seront proposés bientôt : la retenue des ministres pourrait apaiser le milieu et donner des chances aux promoteurs éoliens de mieux dialoguer avec celui-ci.

## Les mines et la rhétorique de transition

Puis déboulera une succession de projets miniers dits de transition : du graphite en Outaouais, du lithium en Abitibi, des terres rares sur la Côte-Nord et du cuivre en Gaspésie. Ces projets font déjà face à cette même déception de démocratie territoriale. Comme discuté dans ma chronique *La conciliation du territoire face au boom des claims miniers: le cas de la Gaspésie*<sup>2</sup>, (GRAFFICI, février 2024) le sous-sol a nécessairement besoin de la surface et on laisse le sous-sol en libre accès sans la même démocratie qu'en surface. Il est difficilement concevable qu'un prospecteur minier puisse réclamer une portion du sous-sol, sans discuter avec la MRC et les municipalités.

La rhétorique de transition est aussi parfois

exagérée : les projets énergétiques sont promus comme essentiels pour réduire les GES alors qu'on réduit, en revanche, la capacité d'absorption des GES par la perte des forêts, des sols et de biodiversité. Plusieurs disent que c'est le prix à payer. Mais nous devons aux prochaines générations un minimum de sciences pour décider à leur place de la perte de territoires pour de nombreux projets énergétiques.

## Des faiblesses institutionnelles mises à jour?

Toute cette pression sur le territoire révèle-t-elle certaines faiblesses institutionnelles? Était-ce stratégique de faire une usine de cellules de batteries à cet endroit en Montérégie, là où les forêts sont rarissimes? La forêt coupée par Northvolt est contaminée, certes, par un usage industriel antérieur, mais elle avait atteint une régénération intéressante. Est-ce stratégique de faire 140 éoliennes en Mauricie là où le gisement éolien est faible? Devant les opportunités du privé, y a-t-il, de la part de l'administration publique, une analyse plus fine et dynamique des usages et des lieux plus porteurs? Northvolt et TES Canada sont des projets relativement intéressants, mais déplaçables. Une analyse doit avoir

lieu avant pour prévenir le conflit prévisible en répondant à une question simple : ce projet est-il au bon endroit en regard des usages stratégiques actuels et futurs?

Ici en Gaspésie, la crise du caribou se retrouve aussi dans une situation où le gouvernement québécois a promis des terres aux spéculateurs miniers en plein dans le territoire des 25 derniers caribous des Appalaches. L'épique sentier du mont Vallières-de-Saint-Réal est couvert de titres d'exploration. Incroyable et pourtant vrai!

## Puis les bénéfices de ces projets reviennent-ils aux collectivités?

Il y a des redevances minières, mais qu'en est-il des redevances solaires et éoliennes? À qui appartiennent le vent et les rayons de soleil? Lorsque la MRC est la promotrice d'un parc éolien, bien évidemment, les bénéfices retournent au milieu municipal. Mais si elle ne l'est pas, comment bénéficier de projets qui font du profit sur des ressources qui traversent ou soufflent sur la municipalité?

Même pour la redevance minière, elle n'est malheureusement pas redistribuée aux communautés devant accueillir un projet minier, notamment pour gérer la croissance



Le parc éolien pour l'usine d'hydrogène vert de TES Canada serait plus grand que celui du Nordais (sur la photo), en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent.

rapide d'une ville, qui 15 ou 20 ans plus tard connaîtra un déclin qui le sera tout autant. Comme Murdochville. Ces ententes sont des pansements à l'absence de redistribution des redevances de la province vers les Premières Nations et les municipalités. Ces ententes ne sont pas encadrées et relativement aléatoires : certaines mines ne donnent aucune compensation locale, d'autres moins de 100 000 \$/année, d'autres plus de 500 000 \$/année.

Le documentaire *Malartic*<sup>3</sup> illustre bien l'histoire d'une municipalité trop favorable à un projet et qui n'aura pas négocié assez d'argent pour maintenir la vitalité de sa ville, même en pleine exploitation minière. Murdochville doit obtenir un sort nettement plus joyeux que Malartic.

### Un développement régional sans interlocuteur?

Est-ce la disparition des instances régionales, notamment la Conférence régionale des élus, qui a laissé un vide dans la saine conciliation du territoire? Pourquoi promettre notre territoire à des entreprises privées sans avoir discuté au préalable avec les Premières Nations et les collectivités de la compatibilité de ces projets avec

leurs activités? Pourquoi est-ce si difficile pour les ministères de dialoguer avec les élus locaux avant de laisser un entrepreneur aller aussi loin?

Le territoire ne peut pas être développé ni protégé sans un minimum de concertation avec le milieu régional. Le sentiment de fait accompli qu'inflige la province à ses municipalités commence à devenir irritant. Ou, a contrario, l'absence de décision, comme le flou dont fut victime la Gaspésie le 30 avril, qui se retrouve sans plan pour le rétablissement de la population du caribou montagnard des Appalaches.

Même les plus capitalistes d'entre nous - adeptes du libre marché - comprenons que ce manque de sensibilité face à ces projets de transition énergétique qui déboulent pourrait nous coûter cher en perte territoriale pour d'autres usages nettement plus stratégiques à long terme. Le « libre territoire » n'est pas souhaitable, même dans une économie capitaliste.

1 Carte de gisement éolien du Québec par classe Batelle, HéliMAX et AWS Truewind, 2005.

2 Chronique environnement de Julie Reid Forget, le journal *GRAFFICI*, février 2024.

3 *Malartic*, documentaire par Nicolas Pacuet, ONF, 2024



L'usine québécoise de Northvolt pourrait ressembler à celle déjà établie en Suède.

Photo: Fournie par Northvolt

# PESCA

Avant l'acquisition d'une nouvelle propriété ou la réalisation d'un projet, la **présence de milieux humides ou hydriques** doit être vérifiée sur le terrain. La présence d'un étang, marécage ou d'un cours d'eau pourra influencer la réalisation de votre projet. La **caractérisation écologique** permet de déterminer les mesures d'évitement, de minimisation ou de compensation à mettre en place avant la réalisation de votre projet. Les professionnels de PESCA peuvent **vous accompagner** dans cette étape importante.

**CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT : 418 364-3139**

**OU SANS FRAIS : 1 888 364-3139**



**COURRIEL : INFO@PESCAENV.COM**

# Fabrication de chocolat « de la fève à la tablette » : un savoir-faire retrouvé en Gaspésie

CARLETON-SUR-MER | À présent dominée par une poignée de grands industriels, dont les Mars et autres Nestlé de ce monde sont des clients, la fabrication de chocolat a déjà été entre les mains de petits artisans, notamment ici, au Québec. Face à ces géants, certains tentent de se réapproprier ce processus...une fève de cacao à la fois.



**OLIVIER BÉLAND-CÔTÉ**  
JOURNALISTE

Parmi la pléthore de statistiques compilées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec sur l'industrie bioalimentaire québécoise, l'une d'entre elles peut étonner : tout juste après la viande de porc, le principal produit exporté par la province est...le cacao et ses préparations, dont le chocolat. Presque exclusivement envoyé vers les États-Unis – où le sucre, sous quotas de production et d'importation, y est 75 % plus cher qu'au Canada, d'où l'implantation ici de ces grands joueurs – le chocolat exporté est pour l'essentiel fabriqué de manière industrielle, notamment à Saint-Hyacinthe, où se trouve la plus grande usine du secteur en Amérique du Nord. Paradoxalement, le chocolat utilisé par les chocolatiers québécois provient, lui, d'usines européennes.

« Depuis 100 ans, des microfabricants de chocolat, ça n'existe presque plus, explique Dany Marquis, le fondateur et directeur de l'entreprise Chaleur B Chocolat, située à Carleton-sur-mer. Donc, ce qu'on utilise au Canada, c'est dans une très grande majorité fabriqué en Europe. »

## Une idée en germe

Pérou, 2007. Dany Marquis, qui se consacre alors uniquement à la torréfaction du café, visite l'une des plantations desquelles proviennent les grains qu'il fait expédier chez lui, en Gaspésie. En parallèle des talles de caféiers poussent également les cacaoyers (ou cacaotiers) dont les fruits appelés cabosses contiennent les fèves de cacao. Non sans surprise, il constate que ceux-ci ne sont à peu près pas valorisés, faute d'acheteurs potentiels.



Sabrina Desjardins emploie maintenant des équipements ultramodernes qui n'étaient pas disponibles sur place quand Chaleur B Chocolat a été fondée.

« Souvent, les plantations de cacao sont soit laissées en friche ou bien [on utilise] le cacao pour faire du compost pour engraisser d'autres productions », relate-t-il. S'il est alors au fait de la valeur de cette « matière première » qui se négocie aujourd'hui âprement en bourse, le fonctionnement de l'industrie lui est toutefois en partie étranger. « On m'a expliqué qu'il y a trois compagnies dans le monde qui se partagent la majorité de la tarte, relève l'entrepreneur artisan, mentionnant le groupe belgo-suisse Barry Callebaut, qui serait derrière 20% du chocolat produit mondialement. Moi, dans ma tête, tous les chocolatiers fabriquaient leur chocolat ! » Une graine a été semée.

### Alternative

À l'intérieur des murs des bâtiments sis en bordure de la baie des Chaleurs, Dany Marquis et son équipe façonnent ce chocolat primé en novembre dernier aux International Chocolate Awards, une compétition où se mesurent les meilleurs chocolatiers du monde. « Les ventes ont explosé, ça nous a donné une super notoriété », indique-t-il.

La création ayant valu la médaille d'or dans la catégorie meilleur chocolat au lait contient,

comme l'ensemble de la production de l'entreprise gaspésienne, du chocolat confectionné de la fève de cacao au moulage final : c'est la démarche du *bean-to-bar*, en français, « de la fève à la tablette ». « Pour moi, l'argument punch, c'est qu'il ne pousse pas plus de cacao en Belgique qu'il en pousse en Gaspésie, lance en boutade le chocolatier autodidacte. On peut s'approprier cette transformation-là, faire ça dans un esprit de circuit court avec l'Amérique centrale et les Caraïbes. On amène [les fèves de cacao] ici, on transforme ça, puis on consomme le chocolat au lieu d'envoyer ça en Europe et que ça revienne. »

De concert avec les producteurs avec qui il entretenait déjà des relations commerciales, Dany Marquis a donc élaboré des réseaux où transitent les fèves extraites des cabosses récoltées. « Ça toujours été important pour moi d'acheter directement aux producteurs, de savoir à qui j'achète. Les fournisseurs qu'on a, c'est super précieux », souligne-t-il, laissant entrevoir cette volonté de proposer une alternative au modèle économique qui prévaut.

### Réappropriation

C'est en 2014 que l'entreprise fondée par Dany Marquis, Chaleur B Chocolat, démarre



Dany Marquis, entouré de Adriano De Jesus Rodriguez (à gauche) et de Gualberto Acebey Torrejón, propriétaires de la Hacienda Öko-Caribe, en République Dominicaine. C'est de cette plantation que provient le cacao biologique contenu dans le chocolat gaspésien récipiendaire du meilleur chocolat au lait au monde.

Photo: Fournie par Dany Marquis



## LE VIENS VOIR C'EST :

- 1 Un guide touristique aux couleurs festives et au format pratique
- 2 L'outil incontournable pour connaître la richesse et la diversité de l'offre culturelle et touristique de la Gaspésie
- 3 Offert gratuitement dans des lieux très fréquentés de la région et disponible sur notre site web

officiellement ses activités. « C'était bon, mais c'était *rough* », reconnaît-il à propos du chocolat alors produit. À l'époque, la démarche *bean-to-bar* est encore nouvelle au Québec ; l'enseigne gaspésienne est, avec les chocolatiers Palette de Bine à Mont-Tremblant et Avanaa à Montréal, parmi les premières à emprunter cette voie. Ou, à vrai dire, réemprunter.

Ainsi, au-delà des réalités inhérentes au modèle économique valorisé – cacao au plus bas prix, production à la chaîne, uniformisation des arômes – et des habitudes de consommation, il y avait tout un savoir-faire à retrouver. « Du début des années 1900 jusqu'en 1950, il y a eu des gens qui fabriquaient leur chocolat au Québec et c'était comme ça partout dans le monde, explique Dany Marquis. Puis les industriels sont débarqués avec des chocolats en pastille faits à moindres coûts. »

### Processus complexe

Avant d'en arriver à se délecter de produits aux profils aromatiques divers – à l'image du vin ou du café – les étapes à franchir sont nombreuses et réglées au quart de tour. « C'est extrêmement complexe, faire du chocolat », admet celui qui, au moment d'écrire ces lignes, parcourt une partie de l'Amérique centrale afin d'aller à la rencontre de ses fournisseurs.

L'artisan doit ainsi faire étape en République Dominicaine, au Guatemala, au Belize et au Honduras, là où la coopérative de producteurs avec qui il collabore redirige une partie des revenus vers la construction d'écoles ou de cliniques médicales. « Je vais visiter les installations, voir les réinvestissements qui ont été faits, précise Dany Marquis. C'est aussi le moment de consolider

les partenariats et les volumes de cacao. »

Les premières opérations menant à la fabrication de chocolat, réalisées *in situ*, consistent à faire fermenter puis à sécher les fèves de cacao. « Une grande partie du développement des arômes se fait à la fermentation, explique l'artisan. Quand le cacao arrive ici, le profil aromatique est déjà sur une certaine voie. » Évidemment, le terroir influence les effluves exprimés par le cacao : des notes de canneberge, de café et de banane en Tanzanie, de violette, de mûre et de cerise noire au Belize. « En République Dominicaine, pour un de nos deux producteurs, situé dans une réserve faunique, on parle de fruit de la passion et de mangue, poursuit Dany Marquis. Chaque origine a des caractéristiques précises et on veut que ça se reflète dans le produit fini. »

Les phases suivantes – une dizaine de manipulations, qui vont de la torréfaction au tempérage, en passant par le vannage et le conchage – durent, selon l'horaire de production, environ deux semaines. « Le conchage, c'est qu'on vient brasser le chocolat [noir] dans une grosse cuve, on le chauffe et on fait circuler de l'air à différentes températures pour faire évaporer certains acides volatils, décrit Dany Marquis. Par contre, si on le fait trop, on tue ce qui fait les belles caractéristiques du chocolat, on enlève le terroir, et si on ne le fait pas assez, on aura l'impression de croquer dans du vinaigre! »

Dès lors, sous forme liquide, le chocolat prendra sa forme finale lors du moulage. « Majoritairement, ce qui sort d'ici, c'est le chocolat en pastille, signale l'entrepreneur. C'est vraiment un standard de l'industrie, les chefs sont habitués de travailler avec des pastilles. »

### Approvisionner les chefs

Si l'entreprise de Dany Marquis offre ses produits aux dents sucrées qui s'arrêtent au comptoir de la rue du Quai, à Carleton-sur-Mer, elle vise désormais davantage les chefs chocolatiers et pâtisseries, dans un partenariat d'entreprise à entreprise. Afin de se donner plus de portée au niveau des ventes et de ne pas compétitionner certains clients, l'entrepreneur a créé Bassan chocolat, une division de l'entreprise dévolue à la production acheminée aux restaurants gastronomiques et autres établissements culinaires. « L'idée de départ, c'était de réussir à approvisionner les chefs, pour que les chefs sur notre territoire puissent travailler avec du chocolat fabriqué ici, expose-t-il. Mais ce n'est pas gagné, c'est un combat de tous les jours. »

Les chocolats de l'entreprise gaspésienne se retrouvent ainsi dans les créations du restaurant Champlain du Château Frontenac à Québec, au Manoir Richelieu dans Charlevoix et à La Maison du Pêcheur de Percé, pour ne nommer que quelques-unes de ces relations nouées entre entreprises. « [Des chocolatiers] qui fabriquent du chocolat destiné aux chefs dans un modèle *business to business*, ça fait longtemps qu'il y en a eu au Québec, remarque Dany Marquis. Et moi, ma motivation première, ce sont les relations avec les producteurs de cacao. Si on reste dans une optique *bean-to-bar*, l'impact sur les producteurs est assez minime. [Mais] comme on travaille en *business to business*, on a des clients qui achètent des tonnes de chocolat à chaque année, donc c'est bien pour nos producteurs. »



Dany Marquis était fier de voir son chocolat au lait reconnu comme le meilleur au monde, à la fin de novembre, en Italie.

Photo: Gilles Gagné

## POISSONNERIE



**Lelièvre, Lelièvre  
Lemoignan Itée**

Notre personnel souriant est fier de vous offrir de savoureux poissons et fruits de mer des plus frais.

---

**Profitez du service d'emballage pour les longues distances** qui assure la fraîcheur de nos produits de la mer!



**52, rue des Vigneaux, Sainte-Thérèse-de-Gaspé | 418 385-3310 #100**  
[lelievrelelievreetlemoignan.com](http://lelievrelelievreetlemoignan.com) | [info@gestionlll.com](mailto:info@gestionlll.com)

# La Fête nationale du Québec, une belle occasion d'exprimer notre fierté ou juste un congé férié de plus ?



**ALAIN BOUDREAU**  
CHRONIQUEUR

**MARIA** | Dans les années 60, il y avait chez-nous à Maria une parade de chars allégoriques à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, aujourd'hui la Fête nationale du Québec. Pour moi qui étais petit gars, c'était toute une affaire, un peu comme le défilé de Noël du magasin Eaton à Montréal qu'on pouvait voir à la télévision à cette époque. Pour rien au monde, je ne voulais manquer ces événements. Lors d'une édition

de la parade à Maria, je me souviens que la pluie tombait comme si on nous avait versé un seau d'eau sur la tête. J'étais très inquiet à l'idée que l'activité soit annulée. Assis à l'arrière de la voiture de mon père, bien positionné le long de la route, je m'efforçais de désembuer les fenêtres pour tout voir. Après un certain retard causé par le déluge, je vois enfin poindre à l'horizon un petit bonhomme blond frisé, accompagné de son mouton, qui incarnait Saint-Jean-Baptiste; il était la confirmation que la parade avait lieu, et même si je ne comprenais pas vraiment tout le sens de la fête, mon cœur d'enfant était comblé!

Certains événements nous marquent plus que d'autres. C'est peut-être en partie à cause de cette anecdote que je me suis autant investi, à différents niveaux, pendant une quarantaine d'années dans l'organisation de cette fête en Gaspésie. Je le fais encore aujourd'hui, mais dans une moindre mesure, puisque cet événement revêt beaucoup d'importance pour moi...

Pour cette chronique, j'avoue sortir de la thématique loisir mais n'oublions pas le caractère très festif de la Fête nationale et qui dit festivités, dit une forme de divertissement, donc de loisir! Voilà pour ma justification!

## Pour la petite histoire ...

Le 24 juin 1834, Ludger Duvernay, journaliste, organise à Montréal ce qui s'avère être les premières Fêtes de la Saint-Jean-Baptiste. Il voulait, par ce geste, célébrer le fait français en Amérique et instaurer une fête patriotique, même si celle-ci a donné naissance, par la suite, à des mouvements plus politiques. Quant à Jean le Baptiste, devenu un saint, il serait né le 24 juin, ce qui coïncide en gros avec le solstice d'été, la journée la plus longue de l'année, qui donnait lieu, à l'époque, à des activités de toutes sortes et qui ont leurs origines en Europe. Il est considéré comme le patron des

## Fête nationale du Québec



Sandy Beach - Mont-Louis – Maria – Caplan – La Martre  
Cap-Chat – Murdochville – Saint-Majorique  
Gros-Morne – Percé – Chandler – Grande-Rivière  
Paspébiac – Sainte-Anne-des-Monts – New Richmond  
Petite-Vallée

**Fête régionale à Petit-Cap**  
[www.fetenationale.quebec](http://www.fetenationale.quebec)



Canadiens français. Vue jadis comme une fête à connotation religieuse, la Saint-Jean-Baptiste devient officiellement, le 24 juin 1977, la Fête nationale du Québec et un congé férié pour tous.

### La Fête nationale, d'abord une fête patriotique ...

La Fête nationale n'est pas une fête politique... À preuve, le gouvernement la soutient avec un programme d'aide financière (le Programme d'assistance financière aux célébrations locales de la Fête nationale du Québec), peu importe la couleur du parti au pouvoir. « Le Programme d'assistance financière a pour objectif de favoriser l'organisation de réjouissances visant à susciter la participation, la solidarité et la fierté de toutes les Québécoises et de tous les Québécois ». Même si on nous dit que l'enveloppe de ce programme n'a pas suivi l'inflation depuis longtemps (des pressions se font actuellement au niveau provincial pour la bonifier), il demeure qu'elle a survécu au fil du temps.

Dans notre région, c'est la Société nationale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (SNGIM) qui coordonne, entre autres mandats, ce programme et qui offre du support aux comités désireux de souligner la Fête. En 2023, une vingtaine de projets ont été financés, ce qui constitue une légère baisse par rapport aux années passées. À chaque année, un montant est dédié à un projet régional de plus grande envergure, lequel se tient à Petit-Cap en 2024. Pour recevoir de l'aide financière au niveau local, il faut respecter plusieurs critères dont la présentation obligatoire des activités suivantes : un hommage au drapeau fleurdelisé, un discours patriotique et un plan pour les décorations avec les drapeaux, banderoles et autres objets thématiques. S'ajoutent un peu partout sur le territoire, selon les traditions locales, d'autres activités aux célébrations tels les feux de joie, les soirées de musique, les grandes tablées, les défilés, etc.

Le programme d'aide financière encourage la présentation du plus grand nombre possible de manifestations locales (dans les municipalités, les quartiers, etc.). Pour ma part, en Gaspésie, je suis d'avis qu'il devrait y avoir moins de projets et qu'ils soient mieux subventionnés. Actuellement, des municipalités gaspésiennes rapprochées présentent simultanément, ou presque, les mêmes activités visant parfois les mêmes clientèles. Ces activités coûtent cher et demandent temps et énergie; nous assistons, à mon avis,



Photo: Alain Boudreau

à des dédoublements improductifs.

Par ailleurs, la SNGIM soutient que la Fête revêt un caractère plus familial que par le passé, ce qui suit la tendance de plusieurs événements et rassemblements populaires. Sauf quelques exceptions, les lois et surtout les attitudes ont changé, pour le mieux, et les fêtards se sont assagis...

La Fête nationale du Québec, comme bien d'autres, doit s'efforcer de réduire son empreinte environnementale; c'est pour cette raison que le programme d'aide financière insiste sur cet aspect. Je me souviens que, jusqu'au début des années 80, nous allumions des feux de joie avec du gaz et de l'huile et pour en mettre plein la vue, nous mettions des pneus usagés sur le sommet... Quel beau spectacle! Là-dessus, nous n'avons pas de

leçons à donner aux jeunes d'aujourd'hui. Heureusement que les temps changent... De nos jours, compte tenu de leur utilité écologique, notamment dans la protection des berges, il est même recommandé de ne pas utiliser le bois de mer pour les feux de joie, mais plutôt d'acheter du bois comme certains le font déjà.

### Exprimons notre fierté!

Le 24 juin, c'est donc l'occasion de célébrer notre fierté peu importe notre origine, notre couleur ou notre allégeance politique ou l'une ou l'autre de nos différences, car ce n'est pas ça qui est important. Ce qui est important, c'est de se rappeler qui nous sommes et en être fiers!

Plus que jamais, les enjeux concernant

notre langue, notre culture, en somme notre avenir, sont préoccupants; il me semble que le souligner, ne serait-ce qu'une journée par année, n'est pas de trop...

Commemorons nos ancêtres, nos bâtisseurs et nos héros. Célébrons notre identité, nos artistes, nos grandes réalisations. Faites de cette journée votre propre fête!

Alors, entre amis, sur votre terrasse, au chalet, dans les restos ou lors des activités organisées dans votre localité, pavisez aux couleurs blanc, jaune et bleu et prenez part à la Fête! Si ce n'est pas encore le cas pour vous, et bien faites en sorte dorénavant que la Fête nationale du Québec soit plus qu'un simple congé férié...

Bonne Fête nationale du Québec!



# GRAFFICI

Voici la suite et la conclusion du cinquième concours d'écriture de *GRAFFICI*, dont les textes des premiers récipiendaires ont été dévoilés dans l'édition précédente. Aujourd'hui, nous vous présentons les œuvres choisies dans les catégories Élève du primaire et Élève du secondaire, ainsi que le coup de cœur du jury. Rappelons que le thème cette année était « Passage » et que le gagnant de chacune des catégories (Adulte, Élève du primaire et Élève du secondaire) se verra remettre une somme de 250 \$, sans compter le coup de cœur du jury. *GRAFFICI* distribuera donc des bourses totalisant 1000 \$ aux auteurs de la région. Merci aux participants et participantes qui ont fait de ce concours un succès! Bonne lecture!

## TEXTE GAGNANT CATÉGORIE ÉLÈVE DU SECONDAIRE



Nous joignons nos voix pour saluer la qualité des textes et féliciter l'effort déployé par nos élèves gaspésiens dans le cadre du concours d'écriture du journal *GRAFFICI*. Bravo à toutes et à tous !

Centre  
de services scolaire  
René-Lévesque  
Québec

Centre  
de services scolaire  
des Chic-Chocs  
Québec



Mia Jeannotte  
de Gaspé

### Nos monstres poussières

Nos Cokes en bouteille s'empilent en montagnes  
Parmi nos impôts, nos enfances et nos rides  
Les notes de nos boîtes à lunch ne sont plus  
Elles se sont *origamifiées* et envolées  
Nos lacets ne s'attachent plus seuls  
Le lapin a changé d'adresse depuis longtemps  
Même le monstre sous notre lit est devenu poussière  
Notre insomnie lui est devenue contagieuse  
Il s'est sensibilisé à notre peur  
Notre peur de trop parler  
De donner de l'amour ou d'en recevoir

Notre peur de rire et d'être drôle  
Ou celle de sourire avec les dents  
Notre peur d'inventer des histoires  
De dessiner des soleils en coin et des bonhommes allumettes  
Notre peur de barbouiller, de devenir des clowns  
Et celle de se faire mal en tombant  
Notre peur d'ouvrir les yeux sur le monde  
Ou de les fermer trop longtemps  
Notre peur de devenir le monstre  
Que les enfants redoutent tant  
Notre peur de vieillir  
Notre maudite peur des ans

Le texte révèle une écriture exceptionnelle. Le texte s'est libéré des rimes pour accorder une plus grande liberté d'envol. On décèle une voix unique, d'une grande maturité. Aucun cliché, un ton qui coule, des idées fort originales. Un lien se tisse entre l'enfance, l'adolescence et l'avenir incertain. Nous encourageons fortement l'autrice ou l'auteur à continuer d'écrire. Son talent est indéniable.

- Les membres du jury

## TEXTE GAGNANT CATÉGORIE ÉLÈVE DU PRIMAIRE ET COUP DE COEUR DU JURY



**Hannah Paquin**  
de Sainte-Anne-des-Monts, 10 ans, 4<sup>e</sup> année

### Le passage des saisons

Le printemps,  
Quel merveilleux temps.  
Les petits bourgeons verts  
Rajoutent des couleurs à l'univers.  
La marmotte sort son nez  
En dehors de son terrier.  
L'ours joufflu se réveille  
De son long sommeil.

Puis, c'est l'été.  
Quelle beauté.  
Les petits bourgeons couleur ambre  
Se transforment en feuilles tendres.  
La marmotte va gambader  
Dans les champs ensoleillés.  
L'ours grassouillet  
Va manger des bleuets.

Ensuite arrive l'automne,

La saison qui frissonne.  
Les feuilles se maillent  
Et quittent les arbres en vrille.  
De feuilles mortes, la marmotte fait sa couchette  
Pour passer l'hiver de façon douillette.  
L'ours, lui, remplit son gros bedon  
De provisions.

Maintenant, c'est l'hiver;  
Bientôt plus rien n'est vert.  
Le manteau blanc a tout recouvert,  
Même les fougères.  
Les glaçons gelés  
Pendent près de la cheminée.  
L'ours et la marmotte ne sortiront de leur lit que  
quand  
Dehors il n'y aura plus de flocons blancs.

Voilà le passage des saisons et leur cycle sans fin.



Le texte se démarque par sa qualité exceptionnelle. Le vocabulaire est recherché; la musicalité, présente. On sent que le texte a été travaillé. Le cycle de vie des deux animaux est développé avec originalité. On déduit que l'autrice ou l'auteur doit lire beaucoup.

- Les membres du jury



**Texte collectif, première année**  
de M<sup>me</sup> Claire Dion de l'école Cap Beau-Soleil  
de Caplan

### Ma terre gaspésienne

Tous les jours, je suis joyeux  
La Gaspésie me rend heureux  
Je découvre de nouveaux paysages  
Je m'émerveille devant les forêts et les plages

J'adore marcher au bord de la mer  
Admirer les couchers de soleil en kayak  
Je n'oublie pas les montagnes majestueuses  
Elles sont précieuses

Dans les bois, je vois des originaux et des  
chevreuils  
Pour en prendre soin, je les observe de loin

À la plage de Caplan, je peux voir des fous de  
Bassan  
Ils plongent à l'eau pour se nourrir, ils sont persé-  
vérants

Nos superbes rivières sont habitées par les  
saumons  
Il faut être bienveillant avec ces poissons  
En Gaspésie, on fait attention à nos caribous  
Il n'y en a plus beaucoup

J'aime ma terre gaspésienne  
C'est la mienne et pourrait être la tienne !

Merci à  
nos partenaires!

**Complice**  
persévérance scolaire  
Gaspésie-Les Îles



Pour son coup de cœur, le jury a opté pour un poème collectif au primaire: le thème du passage se fait discret dans la mouvance de la faune. Les élèves ont su évoquer la vie sous toutes ses formes en Gaspésie. On a même décelé une touche géopoétique. Ce poème est un bel éloge à la région, une reconnaissance de sa beauté. On tient à souligner l'initiative et le dynamisme de l'enseignante. On reconnaît les exigences d'un tel projet.

- Les membres du jury

Il y a eu 10 ans en 2024, le gouvernement québécois mené par Philippe Couillard adoptait la loi 28 menant à l'abolition des organismes de concertation et de développement régional, les Conférences régionales des élus (CRÉ) en tête de liste. La plupart des Centres locaux de développement ont été emportés dans le mouvement, essentiellement parce que le financement du gouvernement libéral était coupé, ce qui laissait les municipalités avec le choix de les laisser aller ou de les financer. *GRAFFICI* a questionné quelques meneurs socioéconomiques et penseurs de la région afin de savoir quel bilan tracer, 10 ans plus tard, de la perte de ces organismes de développement.

## Disparition des CRÉ : la Gaspésie a subi des pertes de savoir et de pouvoir de revendication



**GILLES GAGNÉ**  
JOURNALISTE

**G**ASPÉ | Ex-député de la circonscription de Gaspé à l'Assemblée nationale et ex-ministre délégué aux Régions, Gaétan Lelièvre assure que la disparition de la Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-

de-la-Madeleine a laissé « un très grand vide » en matière de concertation régionale « parce que ce rôle n'a pas été repris par une autre organisation ».

Il note que la concertation est maintenant laissée au Regroupement des MRC de la Gaspésie, l'organisme choisi en 2014-2015 par l'État québécois pour voir au développement régional.

Gaétan Lelièvre affirme toutefois que cet

organisme, souvent désigné comme la Table des préfets, n'est pas équipé des mêmes moyens pour assurer le développement de la péninsule que la CRÉ l'était.

« La CRÉ comptait sur 30 employés pour monter des dossiers et présenter des recommandations aux élus, pour mieux les outiller afin de défendre les intérêts de la région. C'est une grande perte de connaissances, ce que nous avons vécu avec la disparition de la CRÉ. La Table des MRC a des ressources très limitées. Ils [les gens qui travaillent dans les MRC] font ce qu'ils peuvent avec les ressources dont ils disposent. Ils ont peut-être 10 % des ressources de la CRÉ », analyse Gaétan Lelièvre.

« Je vais être clair : je n'en veux pas aux élus. Ils tentent du mieux qu'ils peuvent de créer une cohésion, mais en termes d'efficacité, on peut se poser des questions. Les budgets ne sont plus les mêmes. La CRÉ disposait d'un budget annuel entre 10 et 15 millions de dollars (M\$) en fonction des ententes cadres de développement sectoriel. La moyenne était de 13 M\$. Le tiers du budget, donc entre 4 et 5 M\$, allait au fonctionnement, en honoraires payés à du personnel de recherche, pour monter des dossiers », explique-t-il.

La Table des préfets fonctionne avec un budget d'exploitation de 150 000\$ et gère des projets et des programmes de 4 M\$.

« L'abolition de la CRÉ a généré une grande perte, et cette grande perte n'a pas été comptabilisée. On parle d'une perte d'expertise, de ressources et de revendications. On a perdu 80 % de ces gens compétents. On a perdu de l'autonomie », affirme Gaétan Lelièvre.

Il rappelle que le CRCDD (Conseil régional de concertation et de développement) et la CRÉ ont été à l'origine de la création de la Société du chemin de fer de la Gaspésie, de l'installation de la fibre optique autour de la péninsule, de même que de l'instauration de la Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la RÉGIM, et de la Régie intermunicipale de l'énergie, qui assure une

participation financière dans des projets éoliens moyennant des redevances annuelles.

Aujourd'hui expert-conseil en développement régional, M. Lelièvre est à même de constater « l'immense vide » laissé par l'absence d'un organisme de concertation et de planification de l'avenir de la région. Avant d'être élu député en 2012, il avait été directeur général de la MRC du Rocher-Percé et de la MRC de La Côte-de-Gaspé, en plus d'être directeur général de la Ville de Gaspé.

### Où est la concertation?

« Une autre dimension importante, oubliée, c'est la coupure que je constate en concertation intersectorielle entre le monde municipal et les acteurs socioéconomiques. La table est rase : il n'y a plus rien. On a écarté les intervenants socioéconomiques qui avaient une connaissance fine des dossiers de transport, en emploi, en tourisme, sur les pêches, en santé, en forêt et en éducation. Le CRCDD [l'ancêtre de la CRÉ] et la CRÉ jouaient ce rôle de lien », évoque M. Lelièvre.

« Les élus municipaux sont des intervenants qui doivent être au front à tous les niveaux, mais ce sont des généralistes. Il n'y a pas de spécialistes pour les appuyer. Ce réflexe, de s'entourer d'experts, n'est plus présent, notamment parce que les moyens financiers ne sont plus là », dit-il.

Le résultat saute aux yeux, ajoute Gaétan Lelièvre : les Gaspésiens sont moins bien outillés pour défendre des enjeux plus sectoriels. Il a remarqué que ça semble compliqué de faire le lien entre les élus et les acteurs socioéconomiques représentant des secteurs comme le tourisme, les pêches et les groupes communautaires. Les revendications des groupes communautaires sont cruciales pour l'avancement de dossiers comme les services de garde et le logement abordable. Les pénuries dans ces deux derniers secteurs freinent la progression démographique régionale.

« La concertation n'est pas naturelle. Il est plus facile de faire affaire avec des gens qui pensent

## Bientraitance ou Bienveillance

La bientraitance part d'une bonne intention : vouloir aider une personne qui nous semble dans le besoin. Pour la personne qui apporte son aide, c'est une gratification instantanée. La bienveillance tient compte du rythme de l'autre tout en respectant ses besoins et ses goûts personnels. Nous devons demander à la personne si elle a besoin de notre aide et parfois elle nous oblige à accepter un refus. La bientraitance c'est bien, mais la bienveillance c'est mieux !

Bonne Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées (15 juin 2024)

Nous invitons toute la population à notre

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE,**

le 14 juin à 17 h

au Grand Salon de Hôtel & Cie  
90, boul. Sainte-Anne Ouest  
Sainte-Anne-des-Monts

Un goûter sera offert pour l'occasion



comme nous. C'est plus long de parler à des gens qui pensent différemment. Mais c'est ça, la concertation. L'échange est plus long mais il porte des meilleurs résultats parce que l'expertise est plus vaste autour de la table. Nous avons perdu beaucoup de compétences permettant d'arriver à ces meilleurs résultats », constate M. Lelièvre.

L'abolition des conférences régionales des élus faisait l'affaire du gouvernement parce que les chantres de l'appareil gouvernemental, ministres et hauts fonctionnaires, préféraient traiter avec des exécutants qu'avec des revendicateurs, même au détriment d'une perte d'efficacité en développement régional, estime-t-il.

« Après mes 18 mois comme ministre [de septembre 2012 à avril 2014], j'étais encore à l'Assemblée nationale. J'ai vu le gouvernement suivant dire : "On va travailler avec les gens imputables, avec l'UMQ [Union des municipalités du Québec] et la FQM [Fédération québécoise des municipalités]". J'étais critique en développement régional. J'ai vu cette manœuvre évoluer. Les unions municipales n'étaient pas prêtes à aller au combat pour les organismes de développement régional. Le gouvernement leur a donné toute la place, à travers un nouveau pacte fiscal. Elles ont appuyé ça », résume Gaétan Lelièvre.

Avec les années, les tables de préfets sont aux premières loges, et elles sont considérées comme les uniques représentants des régions, remarque-t-il.

### Les MRC congestionnées

« On a majoré les budgets des MRC. Ils se situaient entre 1,5 et 2 M\$ par année. Aujourd'hui, ça joue entre 6 et 9 M\$. Est-ce qu'on

est plus efficaces et mieux outillés pour défendre les intérêts de la région? Non. Les MRC reçoivent des enveloppes attachées à des dossiers spécifiques. On devient des exécutants, avec une marge de manœuvre minime », tranche-t-il.

« C'est quoi le rôle d'une MRC ou des élus municipaux? On s'attend à ce qu'ils défendent la région avec des objectifs majeurs. Ça prend de l'expertise pour faire ça à long terme. Les budgets transférés du gouvernement québécois vers les MRC sont pour des actions à court terme. Nous sommes rendus des analystes de programmes existants, pensés à Québec, et livrés ici. Comme consultant, je travaille de près avec les MRC. Ils [les employés] travaillent très fort, mais ils sont débordés par le quotidien, par les petits programmes. Ils n'ont pas les ressources pour gérer des objectifs à moyen et long terme », insiste l'ex-ministre.

Intarissable, Gaétan Lelièvre pose une question à laquelle la réponse apparaît déchirante pour lui.

« Elle s'en va où la Gaspésie? Qui y pense? Je me le demande! C'est sans compter le délestage de responsabilités, la gestion des matières résiduelles, le schéma de couverture incendie. Qui est le chien de garde régional, comme dans les années 2000? Les MRC n'ont plus le temps de faire ça. Je respecte ce qu'ils [les employés] font mais ils sont débordés, inondés de transfert de responsabilités. On leur donne des urgences, et ils agissent comme pompiers. S'ils ne font pas ce qu'il leur est demandé, ils sont menacés de se faire couper le budget de fonctionnement général. Plus tu as des responsabilités, plus la reddition de compte est longue. On est dans le microdétail. Ils sont devenus des intervenants ministériels. Ce n'est pas ça, un gouvernement de proximité, comme promis en 2014! » déplore M. Lelièvre.



Le développement éolien avec redevances régionales est une idée de la Conférence régionale des élus.

Photo: Gilles Gagné

# TOURNÉE

## EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE



KRISTINA  
MICHAUD  
Députée d'Avignon-La Mitis-  
Matane-Matapédia

YVES-FRANÇOIS  
BLANCHET  
Chef du Bloc Québécois

# Regard sur les CRÉ, 10 ans plus tard



**JEAN-PHILIPPE THIBAULT**  
JOURNALISTE

**G**ASPÉ | Aujourd'hui encore, la question soulève des passions : était-ce de l'austérité ou de la rigueur budgétaire ?

Le sujet a été abordé par les militants libéraux provinciaux pas plus tard qu'à la fin du mois de mai en conseil général à Bromont. Détracteurs et opposants politiques ont plaidé au fil du temps que les coupes budgétaires de l'époque ont été trop sévères et qu'elles ont ébranlé la structure de services. Les principaux intéressés, eux, se défendent en rappelant l'importance de la saine gestion des finances – qui n'est pas une vue de l'esprit – et que la faible croissance des dépenses a été bénéfique pour le Québec.

Peu importe l'angle, les faits demeurent. En novembre 2014,

quelques mois après son ascension comme premier ministre et plusieurs rumeurs en ce sens, Philippe Couillard annonçait qu'il débranchait les Conférences régionales des élus, les fameuses CRÉ, qui avaient été créées 10 ans plus tôt par son homologue Jean Charest, en remplacement des Conseils régionaux de concertation et de développement (CRCD).

Ceux-ci avaient été mis sur pied dans les années 1970 (la Gaspésie a partagé le sien avec le Bas-Saint-Laurent, avant d'être autonome en 1988) et avaient des objectifs similaires. Ils agissaient comme un interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec sur toute question relative au développement des régions. Un plan stratégique de développement en découlait, jetant les bases des priorités. Des recommandations officielles étaient émises.

Philippe Couillard avait motivé sa décision en indiquant que l'abolition des CRÉ allait permettre des économies nécessaires. Les municipalités avaient accepté des réductions de 300 millions de dollars aux transferts qui leur étaient versés en 2015. En

contrepartie, la création du Fonds d'appui au rayonnement des régions – doté d'une enveloppe de 100 millions de dollars – venait remplacer divers fonds qui totalisaient ... 176 millions.

Un autre but avoué était d'éviter le dédoublement des structures avec des organismes qui avaient un peu le même rôle. Ce qui n'est pas faux, mais pas totalement vrai non plus. Des élus comme le maire de Québec de l'époque, Régis Labeaume, ont salué la décision. Ailleurs, la CRÉ de Laval, de la région administrative de Laval, représentant la Ville de Laval et la MRC de Laval, avait probablement moins sa raison d'être que la CRÉ Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, qui se situait sur un vaste territoire à des centaines de kilomètres des instances décisionnelles.

« En veux-tu des doublons? En voilà! Je ne vois pas à quoi ça servait à Laval ou à Montréal. C'était une décision prise sur du mur à mur. Mais en Abitibi, sur la Côte-Nord ou en Gaspésie, ça avait son importance », explique Daniel Coté, le dernier président de la CRÉ, qui a été à la tête de l'organisation de novembre 2013 jusqu'à dissolution complète en octobre 2015. « Ici, ça venait priver la région d'au moins 10 millions de dollars par année, et de plus de 30 millions en effets induits. »

## Un moment marquant

Pour certains, l'annonce de l'abolition des CRÉ a été une véritable onde de choc; la plaie ouverte cette journée de novembre ne s'est jamais vraiment cicatrisée. C'est le cas notamment pour Sonia Landry, responsable des communications et des relations avec les médias de 2011 à 2014, et qui a appris qu'elle perdait son emploi par l'intermédiaire des médias.

« J'ai encore des émotions qui surgissent aujourd'hui. L'ambiance était lourde. Ça été un deuil qui a encore ses effets. J'ai vécu ça comme une insulte du gouvernement; une injustice et un manque de reconnaissance profond de savoir que tout ce qu'on on avait contribué à bâtir allait être jeté à la poubelle, alors qu'on faisait une vraie différence pour la Gaspésie! »

Une analyse qui rejoint Daniel Côté. « Ça été une claque dans face pour la région, carrément! »

Celle qui a été journaliste avant et après son passage à la CRÉ va plus loin et ajoute que certains élus – même en Gaspésie – étaient bien heureux en coulisse. « Le monde municipal était un peu déchiré, mais je peux dire que des préfets et des directeurs de MRC se frottaient les mains en arrière-scène de pouvoir décider eux-mêmes où investir l'argent », note Sonia Landry.

La grogne n'a pas été un événement isolé. L'abolition des CRÉ – et des Centres locaux de développement (CLD) – a mené au mouvement québécois Touche pas à mes régions, qui s'est propagé en Abitibi-Témiscamingue, au Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord, dans le Nord-du-Québec, en Outaouais et dans Chaudière-Appalaches. Des manifestations ont eu lieu aux quatre coins de la province. Le mouvement a été appuyé par plusieurs artistes ainsi que par des hommes et des femmes de renom, comme l'anthropologue Serge Bouchard, l'ex-vice-première ministre Nathalie Normandeau ou le poète Gilles Vigneault.

« On voulait tous faire une différence pour la région et on l'avait à cœur. Je vais prêcher pour ma paroisse, mais probablement que notre CRÉ était la ou l'une des plus performantes au Québec. Je vais le clamer jusqu'à la fin de mes jours », ajoute Sonia Landry.



Sonia Landry, responsable des communications et des relations avec les médias de 2011 à 2014, à la CRÉ.

La CRÉ Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (et son ancêtre le CRCD) ont notamment participé à l'instauration de la Société du chemin de fer de la Gaspésie, des régies intermunicipales de l'énergie et de transport, ainsi que de l'arrivée de l'Internet à haute vitesse.

« En fait, c'est une décision qu'on s'est toujours mal expliquée. Je suis convaincu que le gouvernement entendait des échos négatifs sur le fonctionnement de certaines CRÉ. Elle ne faisait pas l'unanimité chez nous, mais elle avait fait ses preuves », enchaîne Daniel Côté.

« Ça a été un pilier de développement socioéconomique. La CRÉ en Gaspésie a servi à quelque chose, peut-être contrairement à ailleurs. Où ça allait bien comme chez nous, il y aurait dû avoir une souplesse pour conserver nos structures avec nos budgets. »

Son homologue Mathieu Lapointe, maire de Carleton-sur-Mer, préfet d'Avignon et président du Regroupement des MRC de la Gaspésie, rappelle pour sa part le temps qui a été perdu dans la transition entre le modèle de l'époque et celui d'aujourd'hui. Lors de l'annonce de Philippe Couillard, il était agent de développement au CLD d'Avignon. Son poste a été transféré à la MRC.

« Ça a fait très mal en 2015. On a perdu des ressources et des organismes pendant quelques années avec un flottement où on était entre deux modèles. On avait une équipe compétente et professionnelle à la CRÉ, une des plus dynamiques au Québec. Ça fonctionnait. Quand on regarde les postes affichés aujourd'hui, il y aurait eu de la place pour garder ces ressources qu'on a perdues, le temps qu'on assimile les changements. »

### La lente érosion de la société civile

Au fil du temps, la place des membres de la société civile dans les instances de gouvernance a tranquillement été évacuée. De manière très pragmatique, chaque CRÉ était dirigée par un conseil d'administration, qui était composé d'élus municipaux – des maires et des préfets – ainsi que des membres du milieu socioéconomique et académique. « Ces derniers étaient choisis sur la base de leur expertise et fournis-

saient aux élus de la région des informations permettant une prise de décision plus éclairée et adaptée à la réalité régionale. Les CRÉ assuraient donc un processus de concertation dans la prise de décision en matière de développement régional », expliquait à l'époque l'Observatoire des politiques publiques de l'Université de Sherbrooke.

Aujourd'hui, des citoyens déplorent ce manque de place des membres de la société civile. C'est le cas notamment de Jean-Claude Plourde, membre de Solidarité Gaspésie. « Cette mécanique-là fait qu'ils [les élus] perdent une banque de connaissances qui permettrait dans certains cas de prendre une meilleure décision, qui n'est parfois pas adaptée à la situation. »

Il cite en exemple la gestion du Fonds d'aide aux initiatives régionales, le FAIR – devenu aujourd'hui le programme Développement économique pour l'aide à la redynamisation des territoires, le DÉPART – qui a notamment servi... à la réfection de blocs sanitaires. « Est-ce que c'est une priorité régionale de développement? L'organisation en avait sûrement besoin, mais l'argent ne devrait sûrement pas venir de là. On est loin de l'esprit du programme. »

Le Regroupement des MRC de la Gaspésie compte aujourd'hui quatre employés – deux spécialistes et deux généralistes – comparativement à plus d'une trentaine pour la CRÉ lors de sa dissolution. « Des fois, les employés pouvaient orienter les élus parce qu'ils avaient une connaissance pointue, comme dans le tourisme durable, le transport collectif, l'aménagement forestier ou l'économie sociale. Les domaines étaient très vastes. Les actions étaient liées avec le terrain », se souvient Sonia Landry.

Jean-Claude Plourde abonde dans le même sens. « On n'est plus du tout à la même place qu'avec les CRÉ. On est en manque d'analyses pour choisir des orientations adaptées à la région. Cette contrepartie est difficilement amenée dans la prise de décision. »

Aujourd'hui préfet de La Côte-de-Gaspé et siégeant à la Table des préfets, Daniel Côté convient que la conjoncture n'est plus la même. « On a perdu en professionnels dans différents dossiers de développement régional,

# GRAFFICI

GRAFFICI.ca | JOURNAL GRAFFICI | 418-368-7575

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Nadia Leblond  
administration@GRAFFICI.ca

CORÉDACTEURS EN CHEF

Gilles Gagné et Jean-Philippe Thibault  
redaction@GRAFFICI.ca

CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE

Sophie I. Gagnon  
publicite@GRAFFICI.ca

DESIGNER GRAPHIQUE

Andréanne Martin Di Vergilio,  
andreanne.dv.martin@gmail.com

MERCI AUX COLLABORATEURS  
ET BÉNÉVOLES:

Valérie Allard, Victoire Arbour,  
Marie Bernard, Marlyne Cyr,  
Michelle Landry, André Mathieu,  
Donna Murphy, Janine Porlier et  
Patricia Poulin

Centre d'action bénévole  
Saint-Alphonse  
Nouvelle

AMECO  
COMMISSION DES ÉCHANGES CULTURELS

Québec

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec,  
2022 Bibliothèque et Archives Canada ISSN 1706-0273

Hydro Québec QUÉBECOR

PRÉSENTENT

41<sup>E</sup> ÉDITION

FESTIVAL EN CHANSON

PEUPLE-VAINC

MARIE-JO THÉRIQ  
AMPLE MAN DANSE  
BAGAI  
BELLE GRAND FILLE  
BENÔIT CÔTÉ  
ELLIOT MAGINOT  
JEANNE CÔTÉ  
JUAN SEBASTIAN LAROBINA  
LES BB PAR LUDOVICK BOURGEOIS  
LA FAMILLE LEBLANC + VEILLÉE DE DANSE TRADITIONNELLE  
LOUVE SAINT-JEU  
MARC DERY  
MATEN  
PEANUT BUTTER SUNDAY  
ROSE NAGGAR-TREMBLAY  
SHEENAH KO  
SIMON LACHANCE  
SILVIE PAQUETTE  
VENDÔME VERANDA

BENÔIT PARADIS TRIO  
BANANZA CHANCES  
CHLOÉ SAINTE-MARIE  
DANS LSHED À LEON  
COMPAGNIE MARIE CHOUINARD  
JACQUES SURETTE  
JÉRÔME 50 ET LA MARÉE DES CHILLEURS DE QUÉBEC  
JUBANTOUJA KINKEAD KARKWA  
LES ELEMENT  
LE DERNIER RODEO  
MARCO EMA  
MARION CAUSINEAU  
MLOU  
PAULE-ANDRÉE CASSIDY  
PTIT BELLIVERU  
ROXANE FILION  
SARA DUFOUR  
STEPHAN CÔTÉ  
VAGUE DE CIRQUE  
VIVIANE AUDET  
WILLOWS

MARIE-JO THÉRIQ  
R&R  
LA MALINE  
ARTISTE PASSEURE

WWW.FESTIVALENCHANSON.COM

25 JUILLET  
AU 3 AOÛT 2024

ACHETEZ VOS BILLETS MAINTENANT  
FESTIVALENCHANSON.COM

Hydro Québec QUÉBECOR SiriusXM Desjardins Québec musicaction Canada

Conseil des arts Canada Council for the Arts Québec

LA FABRIQUE CULTURELLE PAL Airlines GDS TOURISME GASPÉSIE RADIO GASPÉSIE

en concertation régionale, en positionnement politique; à tous les égards en fait. La décision d'abolir les CRÉ, ça été très, très mal reçu [...] Ça été un échec politique. Elles n'étaient pas parfaites, mais c'était une structure qui fonctionnait bien avec une vision régionale. C'était un beau modèle. »

Sans aspirer à revoir ce modèle, Solidarité Gaspésie – dont la question de la gouvernance régionale est un enjeu sur lequel elle se mobilise pratiquement depuis ses débuts – aimerait mettre sur pied une structure de concertation comme le Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent. Un de ses mandats est de favoriser la concertation intersectorielle entre les élus, les ministères et les acteurs de la société civile afin d'établir la vision de développement et les priorités de la région.

« C'est intéressant. Ça permet à l'ensemble de la société civile de contribuer à l'enrichissement de la prise de décision collective. C'est un peu un mode qu'on aimerait voir s'implanter. C'est au stade de l'idéation et on a manifesté notre intention, explique un autre membre de Solidarité Gaspésie, Carol Saucier. On pense que la démocratie participative peut jouer un rôle complémentaire. La démocratie, c'est un travail continu entre les espaces de vote et où les citoyens peuvent continuer à exprimer leurs préoccupations, et pas seulement aux quatre ans. »

### Force de frappe

Sonia Landry demeure critique de la résultante 10 ans plus tard. « Les MRC et leur regroupement ne m'ont pas convaincue qu'ils sauraient être à la hauteur de ce que la CRÉ était : innovante, performante, revendicatrice, en mode solutions. Je considère

qu'il y a encore un manque. On a perdu au change, assurément. Je trouve que politiquement, on n'a pas trop les dents pointues en Gaspésie. »

« C'est vrai qu'on avait une force de frappe assez importante politiquement, avec un regroupement de CRÉ à l'échelle du Québec où les régions rurales assuraient un fort leadership, convient le maire de Gaspé. On s'est restructurés, mais avec 10 fois moins de moyens qu'à l'époque. On a quand même des bons résultats. »

« Les MRC se présentent en rangs dispersés à Québec, nuance Carol Saucier. Ça complexifie et diminue énormément le rapport de force. Si on était capables d'arriver avec quatre ou cinq priorités régionales, qu'on faisait un fonds commun de développement, qu'on mettait toutes nos énergies là-dedans en faisant pression sur Québec et Ottawa, en ramassant des sous, ça serait beaucoup plus efficace. Actuellement ça s'en va dans toutes les directions. »

Pour Mathieu Lapointe, les rôles ont tout simplement été substitués. Est-ce mieux ou pire qu'il y a 10 ans? « C'est la question qu'on se pose depuis 2015 et qui revient à chaque année. Ce qui a changé est que le nouvel interlocuteur privilégié du gouvernement pour parler de développement local et régional, ce sont les MRC [...] Avant, les CRÉ pouvaient signer des ententes avec différents ministères et répartissaient le financement dans les MRC. Maintenant c'est l'inverse. Le gouvernement parle aux MRC et elles vont financer le régional. C'est un changement de paradigme. Pour certains c'est positif, pour d'autres ça l'est moins. »

« Sa MRC est un bon exemple de ce changement de cap. Avignon possédait une poignée d'employés qui se comptaient sur les

doigts de la main en 2014; ils sont maintenant plus de 30. Le préfet rappelle par ailleurs que si les enveloppes budgétaires ont diminué en développement régional lors de l'abolition des CRÉ, le retour du balancier est arrivé, notamment avec le Fonds régions et ruralité, qui était doté d'une enveloppe totalisant près de 1,3 milliard de dollars entre 2020 et 2024.

« On avait regardé les programmes il y a deux ou trois ans et sauf erreur, il y a beaucoup plus de financement de façon générale pour les rôles des régions. Il y a plus d'argent aujourd'hui qu'il y en avait lors de la fermeture des CRÉ. Il y a plus d'outils financiers pour réaliser nos ambitions et ça, c'est un élément positif [...] Il y a encore une concertation régionale. On est en mesure de faire avancer nos dossiers politiquement, peu importe les partis qui se sont succédé. On a de l'écoute des gouvernements. » À noter que Mathieu Lapointe est le conjoint de la députée de la CAQ dans Bonaventure, Catherine Blouin.

« L'augmentation des revenus autonomes, c'est le nerf de la guerre, ajoute-t-il. C'est là qu'on a des défis et ça va toujours rester. C'est un combat perpétuel. Si je prends un pas de recul, la région est en mesure de piloter ses enjeux régionaux politiquement, mais avant aussi. Ça se fait de manière différente et ça serait difficile de dire quel modèle est meilleur. »

Au-delà de la gouvernance, c'est aussi l'écho des décideurs régionaux qui s'est amenuisée au fil des ans; une perte pour le monde rural, conclut Sonia Landry. « Pour nous, une région aussi vaste avec peu de poids politique – qui risque de se faire charcuter à toutes les élections – ça nous permettait d'avoir une voix forte et on l'a un peu perdue. Ça été un peu une victoire des villes versus les régions. »

**FESTIVAL MUSIQUE DU BOUT DU MONDE** 20<sup>e</sup>

**8 AU 11 AOÛT 2024**

**SHOW 20<sup>e</sup> AVEC DAMIEN ROBITAILLE ET SES COMPLICES :**  
**BOOGÁT, TINA LEON, PAMELA ROONEY ET FLORENCE K**  
**MĀMĀ MIHIRANGI & THE MĀREIKURA . NOVALIMA . LE ROY,**  
**LA ROSE ET LE LOU[P] . DIOGO RAMOS . FLORENCE K . SHAUIT**  
**HANSOM ĒLI . MARTIN LÉON . NOÉ LIRA . DJ KARABA . MARCO CALLIARI**  
**PRINCESSES . KIZABA . MLOU . LANDY GARCIA . BOUBÉ . LA NIÑA KIWI**  
**ORQUESTA PSICOTRÓPIKA & ALEX PAQUETTE . JOURDAN THIBODEAUX ET**  
**LES RÔDAILLEURS . STOMPIN' TREES . KAPALEST . TERRATO . KUMPA'NIA**  
**STONDA! PAMELA ROONEY . KILOMBO . CAPOEIRA SUL DA BAHIA**  
**WORLDWILD SOUNDSYSTEM . FOGORASTO . DIFFUSION FAR . LES COUPS**  
**DE COEUR FMBM . THÉÂTRE DE LA DAME DE COEUR . SAMBA QUÉBEC**  
**TÊTE À PIEDS . THÉÂTRE DE DEUX MAINS . ELECTREE SOUNDSYSTEM**  
**ET PLUS ENCORE...**

**ACHÈTE TON PASSEPORT**

**MUSIQUE DUBOUTDUMONDE.COM**

Partenaires: Loto Québec, TELUS, Hydro Québec, Desjardins, SAQ, Ville de Gaspé, Canada, MUSIQUE DU BOUT DU MONDE, TOURISME GASPÉSIE, Québec.

# Y aura-t-il des nouveautés assurant l'avenir de la Gaspésie?



**GILLES GAGNÉ**  
JOURNALISTE

**N**EW RICHMOND | Gaétan Lelièvre se demande qui et quel organisme s'occuperont maintenant de régler les problèmes gaspésiens de logement, de services de garde, de desserte aérienne et d'érosion côtière, entre autres.

Entre 1996 et 2010, la région a trouvé, grâce à ses organismes de concertation et de développement qu'étaient le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) et la Conférence régionale des élus (CRÉ), des solutions à des enjeux de transport ferroviaire, de communications électroniques, de transport intrarégional et de redevances éoliennes.

« On pourrait ajouter le développement de la filière de fabrication de composantes éoliennes, qui a pris forme avec le plan de relance de l'ex-premier ministre Bernard Landry en 2002. La région a profité et profite encore de cette revention du CRCD », signale M. Lelièvre.

Même si la création en 1996 et l'évolution de la Corporation du chemin de fer de la Gaspésie, plus tard rebaptisée Société du chemin de fer de

la Gaspésie (SCFG) en 2007, ont été loin d'un long fleuve tranquille, Gaétan Lelièvre voit dans cette entité sous contrôle municipal un exemple à suivre.

« Le seul organe dont l'impact peut se rapprocher de celui de la CRÉ, c'est la Société du chemin de fer de la Gaspésie. Et on est en train de sauver le chemin de fer. L'an passé, on a vu le ministère des Transports y investir 500 millions de dollars (M\$) de plus pour assurer la réfection du tronçon Port-Daniel-Gaspé », souligne-t-il.

Un organisme né des idées de la défunte équipe du CRCD a ainsi réussi, à force de persuasion et de compétence à convaincre Transports Québec d'investir 872 M\$ dans la réfection de l'ensemble du réseau Matapédia-Gaspé depuis 2017 et jusqu'en 2026, date attendue du parachèvement de cet immense chantier.

Gaétan Lelièvre vante à ce chapitre la contribution du directeur général de la SCFG, Luc Lévesque, et celle de son équipe.

« Si on avait maintenu un organisme de concertation et de développement, qui sait si on ne pourrait pas compter sur un Luc Lévesque de la santé, ou du transport aérien? On a renversé la vapeur du dossier. Ça donnerait aussi des résultats dans d'autres domaines! », assure M. Lelièvre.

« Que serait-il arrivé dans le transport aérien en 2010 si des organismes de développement avaient été là et qu'une coopérative aérienne s'était manifestée? Je ne peux plus parler à personne en transport aérien. Plus personne n'est là pour entendre ce message », enchaîne-t-il, à propos de ce qu'il désigne depuis des années comme « le fiasco des services aériens ».

Il déplore le peu de critique émanant de la région, en l'absence d'un organisme régional bien documenté dans plusieurs disciplines.

« La création de Santé Québec est une centralisation directe de ce secteur, et un constat d'échec. Les problèmes de Sept-Îles et de l'Abitibi? La Gaspésie va passer par là. Qui monte un dossier pour documenter cette réalité? La CRÉ se serait occupée de ça, si ça avait été jugé une priorité, avec les pèlerinages de Bertrand Berger [ex-président de la CRÉ, aujourd'hui décédé] avec une équipe, une expertise, avec des documents étoffés », évoque M. Lelièvre.

Il prend particulièrement mal la disparition

du programme Fonds d'aide aux initiatives régionales (FAIR), spécifique à la Gaspésie et aux Îles, et son remplacement par DÉPART, un programme aux normes similaires, quelle que soit la région.

« On a perdu un programme exclusif à la région, reconnaissant nos spécificités, pour un programme qui n'est plus modulé à nos caractéristiques », dit-il sur ce point.

« Autre élément : pourquoi c'est panquébécois? Au lieu d'être géré régionalement, c'est dorénavant géré par le ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, qui a accompagné cette centralisation par l'abolition de la direction régionale de son ministère par une direction Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine-Chaudière-Appalaches, localisée à Rimouski. C'est l'insulte ultime à la régionalisation, la non-reconnaissance du caractère spécifique de la région. On gère du pont Pierre-Laporte à Gaspé. C'est absurde, c'est incohérent et c'est de l'ignorance de la réalité des régions », conclut Gaétan Lelièvre.



Photo: Gilles Gagné

La Gaspésie trouvera-t-elle des solutions à ses problèmes importants sans organisme de concertation et de développement, comme elle l'a fait pour le chemin de fer?

THÉÂTRE DE LA **Petite Marée**

Hydro Québec présente

**AU VENT DU LARGE**  
Les Cabinettes  
26 - 29 juin

**ÂMES SŒURS**  
Magali Chouinard  
9 - 12 juillet

**LE PASSAGE SECRET**  
Des mots d'la dynamite  
19 juillet - 3 août

PLUS D'INFOS + RÉSERVATION  
theatredelapetitemaree.com

30 ANS DE THÉÂTRE FAMILIAL À BONAVENTURE

CALQ Conseil des arts et des lettres du Québec

Ville de Bonaventure

Conseil des arts du Canada Canada Council for the Arts

# Les camps de jour pour contrer la Glissade de l'été

## Qu'est-ce que la Glissade de l'été?

Saviez-vous que pendant l'été, une majorité d'élèves oublie une partie de ce qu'ils ont appris pendant l'année scolaire? Cette perte d'acquis est communément appelée Glissade de l'été. Elle a lieu chez les élèves qui sont moins stimulés dans leurs apprentissages. Cette régression peut entraîner des répercussions sur l'année scolaire suivante de l'élève, voire sur son parcours scolaire à long terme. C'est pourquoi leur stimulation est importante pendant le congé d'été.

Source: Réseau réussite Montréal, 2021



## Les camps de jour en offensive

Il a été démontré que les camps de jour contribuent à ralentir la perte des acquis. Leur apport est considérable dans le développement des jeunes. Entre autres bénéfiques, les camps :

- sont des lieux d'apprentissage complémentaires à l'école;
- favorisent le développement des compétences émotionnelles et sociales;
- favorisent l'intégration sociale et citoyenne;
- favorisent l'adoption de saines habitudes de vie;
- permettent un contact privilégié avec la nature;
- favorisent le retour en classe avec de meilleures dispositions à participer activement aux activités en classe.

## La stimulation en dehors des camps d'été

Tout au long de l'été, il est possible d'intégrer au quotidien des activités ludiques pour stimuler les connaissances et les compétences des enfants en lecture et en écriture, en mathématiques, en sciences ou en ce qui a trait à l'estime de soi et aux habiletés sociales. Rappelons-nous que notre environnement nous procure une foule d'opportunités.

Voici quelques idées d'activités à réaliser :

- jouer à des jeux de société;
- participer à la préparation d'un repas;

- s'adonner à des activités créatives : peinture, musique, dessin...;
- dresser la liste d'épicerie avec un parent;
- animer un livre;
- visiter un parc animalier ou d'autres sites d'interprétation de la nature et du patrimoine;
- participer à des activités culturelles: spectacle de musique, théâtre, etc.



Source: Pixabay, 2024

## Une mobilisation régionale autour des camps de jour

La pénurie de main-d'œuvre que l'on connaît n'échappe pas aux camps de jour de la région. Les animateurs sont pour la plupart des adolescents. Misant sur le soutien et le développement des compétences des animateurs, l'Unité régionale loisir et sport Gaspésie Îles-de-la-Madeleine (URLS GÎM) organise, pour une deuxième année consécutive, un rassemblement régional pendant lequel des formations sont offertes à tout le personnel des camps de jour, dont les animateurs. Cette année, cette formation se tiendra à la Base plein air de Bellefeuille de Pabos Mills. Pour la première fois, Complice persévérance scolaire Gaspésie-Les Îles (Complice) a le plaisir de contribuer au financement de la formation destinée aux animateurs. En plus, depuis l'été 2021, Complice veille à distribuer des trousseaux de livres neufs et du matériel aux camps ayant un indice de défavorisation plus élevé, soit plus de 80 % des camps. Le Réseau BIBLIO GÎM, important partenaire, implique deux membres de son équipe dans les acquisitions, le traitement documentaire des livres et la préparation matérielle. De même, il coordonne la distribution en Gaspésie. À noter que la Librairie Liber de New Richmond est un partenaire important pour le choix des livres jeunesse en Gaspé-

sie. Aux Îles, la sélection des livres et leur distribution est assurée par la bibliothèque Jean-Lapierre.

À la fin de l'été, les livres sont dirigés vers les bibliothèques les plus près des camps, soit 19 bibliothèques participantes en Gaspésie (Source : Réseau BIBLIO) et 3 points de service de la bibliothèque Jean-Lapierre aux Îles. Enfin, plusieurs autres partenaires, notamment les Centres de pédiatrie sociale en communauté, visent à fournir du soutien psychosocial aux animateurs des camps.

## Les camps de jour en chiffres

Cet été, 27 camps municipaux seront actifs en Gaspésie et aux Îles. Ce seront plus de 175 animateurs, 25 coordonnateurs et 27 gestionnaires qui seront à l'œuvre pour stimuler nos jeunes, et ce, en plus des accompagnateurs et aides-animateurs.

Pour l'été 2024, une centaine d'enfants auront accès à un service d'accompagnement pour faciliter leur participation au camp grâce au Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées (PAFLPH).

À titre informatif, sachez que deux camps spécialisés sont offerts aux adolescents (12-21 ans) par le Centre La Joie de Vivre à Pabos et l'Association La Croisée à Sainte-Anne-des-Monts, alors que l'Association des personnes handicapées est responsable de l'offre de loisir estival aux Îles-de-la-Madeleine (Source : URLS GÎM). Si vous désirez des informations sur ces camps, n'hésitez pas à contacter directement ces organisations.

Merci aux organisateurs, aux partenaires, et tout particulièrement au personnel des camps. Par votre engagement, vous contribuez à la réussite des jeunes! L'équipe de Complice souhaite un été rempli d'activités stimulantes et enrichissantes à tous les enfants!

Vous pouvez contacter l'équipe de Complice par courriel à [info@complicegim.ca](mailto:info@complicegim.ca), visiter sa page Facebook ou vous inscrire à son infolettre via son site internet.

Balayez pour consultez une liste complète d'idées



**Complice**  
persévérance scolaire  
Gaspésie-Les Îles

**Québec**

# Des mots, des notes et des images



## La Gaspésie de Tommy Ferlatte et ses trésors cachés



**JOHANNE FOURNIER**

JOURNALISTE

**BONAVENTURE | Courir sur les sommets des Chic-Chocs, dévaler des chutes en canyoning, observer le caribou, plonger avec les phoques ou escalader des falaises de la Gaspésie. Voilà autant d'activités suggérées par Tommy Ferlatte dans son film *Ma Gaspésie et ses trésors cachés*. Le cinéaste originaire de Bonaventure nous invite aussi à le suivre sur la plage, que ce soit pour admirer les couchers de soleil ou pour un tête-à-tête en amoureux.**

Le long métrage de 93 minutes propose un grand tour de la région touristique de la Gaspésie, soit la boucle complète de Sainte-Flavie à Sainte-Flavie. L'œuvre sortie l'an dernier a été diffusée par Les Aventuriers Voyageurs dans 75 villes du Québec. « Le film était présenté à côté du Portugal et de l'Italie », mentionne fièrement l'enseignant en multimédia du Cégep de Matane depuis 17 ans. « Le film a été parmi les plus populaires de la série Les Aventuriers Voyageurs. »

L'œuvre a aussi été présentée dans des festivals de cinéma. En avril dernier, le long métrage a remporté un prix international EMA (Emerging Media Award) décerné par Summit International Award pour la meilleure innovation en expérience utilisateur.

Lors de son dernier gala reconnaissance, la Chambre de commerce et d'industrie Baie-des-Chaleurs a décerné à l'artiste natif de la région le prix hommage Performance et rayonnement pour sa contribution à la promotion de la Gaspésie pendant 10 ans et pour ses 1000 réalisations. « On a fait l'historique de mes 30 ans en multimédia, relate Tommy Ferlatte. On m'a quasiment fait pleurer! »

### Une longue aventure

Au milieu des années 2010, Tommy Ferlatte propose à la cinéaste Sarah L'Italien de Sainte-Anne-des-Monts de produire avec lui un film portant sur la Gaspésie, mais qui serait différent de ce qui se faisait à ce moment-là. Puis en 2013, la chaîne Évasion communique avec le réalisateur qui partage sa vie entre Matane et Bonaventure, où il possède une



L'une de scènes du film *Ma Gaspésie et ses trésors cachés*, où le réalisateur Tommy Ferlatte escalade la paroi rocheuse du mont Saint-Joseph à Carleton-sur-Mer.

Photo: Fournie par Tommy Ferlatte

maison. « J'ai fait trois pilotes, soit trois émissions de 5 minutes, raconte-t-il. C'était la première fois que je faisais ça. »

Évasion lui commande alors une série de 25 épisodes sur la Gaspésie pour une diffusion sur le Web qui commence à la fin de 2013. Par la suite, la chaîne lui propose une série sur la Gaspésie en hiver. Après deux ans, 51 épisodes seront diffusés pendant trois saisons. « Pour Sarah et moi, ça a été beaucoup d'ouvrage! Évasion voulait qu'on continue, mais j'ai dit non. On avait tout dit. »

### *Ma Gaspésie et ses trésors cachés*

Au terme de cette longue aventure avec la chaîne Évasion, Tommy Ferlatte se retrouve avec 320 heures de tournage sur ses disques durs. Avec une équipe de production composée de cinq à six collaborateurs, dont Benoît Bisson de Chok Images de Cap-Chat, le

cinéaste a l'idée de produire un film. « Benoît et moi, on a tourné ce qui manquait », indique Tommy Ferlatte. Avec un budget de 40 000 \$ provenant de divers partenaires financiers, le documentaire *Ma Gaspésie et ses trésors cachés* est réalisé. « Je ne l'ai pas fait parce que c'était payant, souligne-t-il. Je l'ai fait pour laisser un legs à ma région. »

Le deuxième long métrage de Tommy Ferlatte présente 160 lieux et autant d'activités tournées pendant 10 ans. « À la fin du film, les gens nous disent que c'est essoufflant, rapporte le réalisateur. C'est un film sportif et d'aventure qui montre la Gaspésie. Il y a beaucoup de plages et de sentiers en montagne. C'est pour attirer les gens en Gaspésie et pour qu'ils puissent voir les activités en nature. Beaucoup de gens qui ont déjà visité la Gaspésie m'ont dit qu'ils n'avaient jamais vu certains coins que je présente. »

Parmi les scènes, certaines présentent des risques. « Je n'avais jamais fait de plongée sous-marine et j'avais peur, soulève Tommy Ferlatte à titre d'exemple. C'était dur pour moi. Il y avait de l'émotion et du danger. Puis, ça a fait de la bonne télé! »

Il y a aussi du placement de produits. « Par exemple, pour illustrer la Gaspésie romantique, on voit une bouteille de vin de la Ferme Bourdages », précise l'homme de 49 ans. Personnage central de son film, le Gaspésien ne manque pas d'humour et ne craint pas non plus l'autodérision par moment. Une autre motivation guide Tommy Ferlatte dans la fabrication de ce film : « donner le goût de la Gaspésie pour que des gens viennent s'y établir ». « Mon but n'est pas d'attirer 100 personnes. Mais, si on réussit à en attirer 50 ou 60, ce sera ça! »



## Le legs de Louis Bérubé pour le monde des pêches raconté par Gaétan Myre



**JEAN-PHILIPPE THIBAULT**  
JOURNALISTE

**GASPÉ | Le nom de Louis Bérubé a un peu sombré dans l'oubli dans la grande fresque qu'est l'histoire de la Gaspésie. Et pourtant, cet agronome de formation a été l'une des figures marquantes permettant de changer les paradigmes de la pêche au Québec au XX<sup>e</sup> siècle.**

Il a été le seul acteur à être aux premières loges comme accompagnateur du mouvement coopératif des pêcheurs gaspésiens. Il a aidé ces vaillants travailleurs de la mer à s'émanciper des compagnies anglo-normandes qui contrôlaient le marché depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, en plus d'être considéré comme le créateur de l'enseignement halieutique au Québec.

Un autre érudit du monde des pêches, Gaétan

Myre, s'est intéressé au personnage et a plongé tête première en 2013 dans environ 5000 photographies et 150 mètres linéaires d'archives familiales soigneusement conservées, qui aboutiront ultimement au livre *Louis Bérubé : le renouveau de la pêche québécoise au XX<sup>e</sup> siècle* paru l'an dernier et dont lesancements ont été organisés jusqu'à encore tout récemment.

« C'est un pan méconnu, mais vraiment très important de l'histoire gaspésienne, parce que la pêche a été et est omniprésente. C'est vrai que c'est pratiquement un inconnu dans la région », concède d'emblée l'auteur. Quelques discrètes mentions soulignent son héritage. Le bâtiment abritant les bureaux régionaux du MAPAQ sur la montée de Sandy Beach à Gaspé porte son nom, tout comme une rue à Rimouski et un bateau de patrouille de Pêches et Océans Canada. Ces honneurs patronymiques ne rendent toutefois peut-être pas justice à la grandeur de l'homme.

### Synchronicité

Diplômé de l'ÉPAQ – l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec à Grande-Rivière – et ayant étudié à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes de France, Gaétan Myre a une riche expérience sur le terrain, ayant passé une partie de sa carrière à amarrer des futurs loups de mer au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

Associé avec l'ÉPAQ de 1967 jusqu'en 2007 – au moment de sa retraite – il a été un temps conseiller technique à l'Association des capitaines propriétaires de la Gaspésie. Il est donc bien placé pour comprendre l'impact de son sujet sur le monde des pêches. Son ouvrage est d'ailleurs un condensé bien documenté d'un moment charnière dans l'histoire.

Rappelons qu'en 1922, Ottawa a laissé la gestion des pêches maritimes à Québec, avant d'en reprendre les rênes en 1984, sur fond de tensions constitutionnelles entre les ministres fédéral Pierre de Bané et québécois Jean Garon; la fameuse querelle « de Bané-Garon ». Louis Bérubé, lui, sera aux premières loges pour assister – dans les deux sens du terme – à la transition qui s'opère sur le terrain.

« Il a travaillé pendant 60 ans et sa carrière correspond presque exactement à cette période. C'est le seul protagoniste qui a été impliqué du début à la fin avec le mouvement coopératif des pêcheurs en Gaspésie », résume Gaétan Myre.

### Une vie coopérative

Louis Bérubé (1897-1980) est né à Saint-Philippe-de-Néri au Bas-Saint-Laurent et a fait son cours classique au séminaire de Rimouski. Il s'inscrit en 1918 à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière en agronomie, avec une spécialisation en économie rurale et en coopération : deux choix qui l'habiteront toute sa vie.

À peu près au même moment où il obtient son diplôme, en 1921, le projet de créer des coopératives de pêcheurs voit le jour, dans la foulée de l'arrivée de la première caisse Desjardins en Gaspésie à Maria, en 1908, et de celle des coopératives agricoles de la Gaspésie.

Il est décidé qu'avec le transfert des compétences pour la gestion des pêches vers le provincial, le modèle coopératif était le meilleur moyen de s'extirper du joug des entreprises extérieures présentes dans l'est du Canada actuel depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle – et à partir de 1766 en Gaspésie avec la compagnie Robin – et qui entraînent « pauvreté, misère et abus de pouvoir », dit Gaétan Myre dans son ouvrage.

En parallèle, après un passage au ministère de l'Agriculture, Louis Bérubé est transféré en

1923 au Service de chasse et pêche du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour fonder et encadrer les premiers syndicats coopératifs de pêcheurs en Gaspésie.

Il est au-devant de la scène pour assister en 1923 à la création des deux premières coopératives de pêcheurs fondées pas seulement au Canada, mais également sur la côte est des États-Unis, à Cap-des-Rosiers et à Saint-Maurice. Quatre autres verront le jour en septembre et en octobre à Carleton, Cap-aux-Os, L'Anse-aux-Gascons et Newport.

Louis Bérubé est curieux et a soif d'en apprendre davantage. Dès 1924, il se rend par exemple au College of Fisheries de Seattle, la seule faculté de pêche en Amérique du Nord à l'époque. Plus tôt, il s'était rendu à l'École des hautes études commerciales de Montréal (HEC). Plus tard, il ira au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Il se rendra également à Vancouver visiter des marchés de poisson et une usine de transformation; à Los Angeles rencontrer des cadres d'une entreprise d'oranges de marque bien connue; à San Diego pour voir quelques conserveries de sardines; en Oregon pour une conserverie de saumon. Il ne peut que constater les retards de la Gaspésie.

Sauf que sur le terrain, le capital manque pour les nouvelles coopératives et le mouvement ne fait pas le poids contre des compagnies telles que celle des Robin. Elles tombent les unes après les autres, sauf celle de Carleton (1923-1989). Louis Bérubé avouera lui-même que la science de la coopération n'était pas bien comprise et que les fondateurs étaient incompetents, lui compris. Des enjeux politiques et financiers ont aussi contribué à cet échec initial, mais qui fera des petits un peu plus tard.

Gaétan Myre met toutefois le tout en perspective et rappelle l'ampleur de la tâche qui avait été confiée au jeune homme. « Pendant les 15 premières années de sa carrière, il était solitaire. Imaginez que vous êtes tout seul pour développer le monde des pêches. Ça paraît irréel aujourd'hui, mais c'est ce qui est arrivé. »

Louis Bérubé passera au privé dès 1926 dans sa propre entreprise de négoce de pêche, et ce jusqu'en 1933, année où il revient au ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pour développer le marché national du poisson frais et congelé, tout en enseignant l'halieutique à son *alma mater* de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, ce qui est vraisemblablement une première au Québec.

### Former la relève

Encore au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ressources marines sont partagées avec la colonie



Au Cambodge, en 1956, Louis Bérubé examine la production de poisson séché.



Louis Bérubé sur une barge de pêche à Gascons, vers 1935.

Photo: Archives de la Côte-du-Sud

britannique de Terre-Neuve, les provinces maritimes et les flottes de pêche européennes. Les Gaspésiens sont peu ou pas scolarisés. L'enseignement et le partage des connaissances sera l'une des clés de voûte pour Louis Bérubé.

En 1938, il participe à la fondation de l'École supérieure des Pêcheries à Sainte-Anne-de-la-Pocatière (où il enseignera jusqu'à sa retraite, en 1962). Neuf mois plus tard, naît le Service social économique, dont Louis Bérubé sera l'adjoint. L'organisation est chargée de fonder des syndicats coopératifs. Cette deuxième vague s'appuie sur la première, mais en tentant d'éviter les erreurs du passé. Elle sera plus fructueuse et mènera notamment à la création des Pêcheurs-Unis de Québec en 1940, une fédération coopérative qui a contribué à améliorer les conditions de vie des pêcheurs.

L'homme ne s'arrêtera pas là. Il aidera à mettre sur pied l'École d'apprentissage en pêcheries de Grand-Rivière en 1948, qui changera de nom plusieurs fois au fil des décennies pour devenir l'ÉPAQ, qu'il a dirigée pendant 10 ans. Il a d'ailleurs été l'un des premiers experts de la francophonie à s'engager en coopération internationale dans les pêches.

« Son grand mérite est d'avoir permis aux pêcheurs gaspésiens d'accéder à la modernité et d'en arriver à contrôler une industrie jusque-là dominée par des compagnies d'origine étrangère », note Gaétan Myre. Ce legs d'enseignement, avec celui du mouvement coopératif, a laissé des traces jusqu'à aujourd'hui. « Cet épisode coopératif fut une parenthèse entre le capitalisme sauvage des compagnies anglo-normandes

et un nouveau capitalisme, plus local. »

L'auteur a aussi pu réaliser 25 entrevues avec des diplômés de l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, des professeurs et des chercheurs. « C'est une période pas très connue, parce que pas très étudiée car c'est relativement récent. Mais l'avantage, c'est qu'il y a encore des témoins oculaires. C'est un terreau un peu vierge, avec beaucoup de changements, d'une pêche archaïque jusqu'à l'arrivée des chalutiers, ce qui a été une révolution. »

Par ailleurs, Louis Bérubé a connu une riche carrière dans les pays en voie de développement en fin de parcours et après sa retraite : Cambodge, Sri Lanka, Malaisie, Inde. Gaétan Myre ignorait à quel point sa carrière internationale avait été vaste en se lançant dans ses archives personnelles. Fait intéressant, les deux hommes ont contribué au développement de l'halieutique à l'étranger, en plus d'être fortement liés à l'ÉPAQ tout au long de leur vie.

*Louis Bérubé : le renouveau de la pêche québécoise au XX<sup>e</sup> siècle* est édité par la Société d'histoire et de généalogie de la Côte-du-Sud. L'ouvrage est disponible dans la plupart des librairies de la région et certaines institutions muséales et historiques. Le premier tirage de 300 exemplaires est déjà écoulé, mais il est toujours possible de se procurer l'un de ceux de la réimpression, tirée à 200 exemplaires. Il s'agit d'une occasion en or de se plonger dans l'histoire récente, fascinante et magnifiquement synthétisée, avec à l'appui des centaines de supports visuels.



## Gaspa Vidéo gagne la palme du meilleur documentaire au festival Pêcheurs du monde, en France



GILLES GAGNÉ  
JOURNALISTE

CARLETON-SUR-MER | La firme Gaspa Vidéo, de Carleton-sur-Mer, a remporté grâce à son film *Le silence des morues* le prix du public pour ce documentaire lors du 16<sup>e</sup> Festival de films Pêcheurs du monde, un événement ayant eu lieu du 15 au 24 mars à Lorient, en France.

*Le silence des morues* a été tourné en 2022 et en 2023 afin de souligner le triste anniversaire des 30 ans s'étant écoulés depuis les moratoires ayant frappé en 1992 et 1993 la pêche à la morue dans la plupart des zones de pêche de l'est du Canada, le Québec inclus.

GRAFFICI avait d'ailleurs présenté les grandes lignes de ce film dans son édition de juillet 2023. Au Québec, le documentaire a été diffusé en septembre 2023 sur la chaîne maCommunauté de Telus et il est disponible sur la chaîne YouTube de cette société. Il a aussi été visionné sur d'autres plateformes par de nombreux cinéphiles, notamment en Europe.

*Le silence des morues* avait amené le scénariste Jean Guénette et la directrice de production Éline Poirier, un couple dans la vie, à interroger des pêcheurs, des transformateurs, des biologistes et des analystes du secteur des pêches afin de les inviter à exprimer leur regard sur la situation du poisson de fond, trois décennies après le moratoire. Cette situation ne s'est guère améliorée depuis 1992.

Gaspa Vidéo produit des documentaires touchant des domaines variés, mais la firme a développé une compétence particulière dans le secteur des pêches, notamment avec le concours de Telus Optik.



Éline Poirier et Jean Guénette sillonnent les quais depuis un peu plus de 30 ans afin de suivre l'évolution du secteur des pêches.

Photo: Gilles Gagné

Le  
Théâtre  
du  
**BIC**



# L'incroyable et ineffaçable histoire de Sainte-Dignité-de-l'Avenir



*L'Incroyable et ineffaçable histoire de Sainte-Dignité-de-l'Avenir* retrace l'histoire des familles expropriées et des villages ruraux fermés par un Plan gouvernemental des années 60 et 70, qui a bouleversé l'Est-du-Québec. Plus de 21 000 personnes furent expropriées et 30 villages sont disparus! Pour tirer de l'oubli leur histoire et leur mémoire, le Théâtre du Bic/les gens d'en bas, en collaboration étroite avec le Centre de mise en valeur des Opérations Dignité, vient rendre un hommage direct, drôle et poignant aux femmes et aux hommes qui, hier comme aujourd'hui, habitent le territoire avec la farouche détermination des pionniers.ère.s qui croient que la terre appartient à qui en prend soin! Nous souhaitons par cette tournée hommage redonner un peu de dignité aux familles, qui ont perdu leurs maisons, leurs terres et leurs villages et à ceux qui se sont battus pour sauver leurs villages grâce aux Opérations Dignité! Dans le cadre des commémorations des 50 ans de ces événements, le Centre et le Théâtre organisent une tournée à l'été 2024 à travers l'Est-du-Québec, là où les villages ont été fermés et où les familles expropriées se réunissent encore, l'été venu!

## Invitation à toutes les familles expropriées de l'Est-du-Québec et leurs descendants

### Église Saint-Octave-de-l'Avenir | Saint-Octave-de-l'Avenir

Spectacle-hommage aux familles de Saint-Paulin-Dalibaire | **5 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Octave-de-l'Avenir | **6 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Thomas-de-Cherbourg | **7 juillet à 19 h**

### Salle Charles-Dugas, 37-41, rue Comeau, Carleton-sur-mer

Spectacle-hommage aux familles de Saint-Fidèle-de-Restigouche, Saint-Étienne-de-Restigouche et Saint-Conrad-de-Parzham. | **12 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Louis-de-Gonzague | **13 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Jean-Brébeuf | **14 juillet à 13 h**

### Auditorium Cégep de Gaspé | 70, rue Bolduc, Gaspé

Spectacle-hommage aux familles de Grande-Grave/Forillon | **20 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Grande-Grave/Forillon | **21 juillet à 13 h**

### Salle de spectacle Chandler | Polyvalente Mgr Sévigny, 155, Mgr Ross, Chandler

Spectacle-hommage aux familles de Sainte-Bernadette-de-Pellegrin et Saint-Edmond-de-Pabos | **27 juillet à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Charles-Garnier-de-Pabos et Saint-Gabriel-de-Rameau | **28 juillet à 13 h**

### Église de Grande Vallée | 5, rue Saint François Xavier E, Grande-Vallée

Spectacle-hommage aux familles de Sacré-Cœur-Deslandes, **3 août à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Saint-Bernard-des-Lacs/Cap Seize et Saint-Joseph-des-Monts. | **4 août à 13 h**

### Salle de Spectacle Francis Pelletier | Maison de la Culture, 120, 7<sup>e</sup> Rue O, Sainte-Anne-des-Monts

Spectacle-hommage aux familles des villages disparus de Saint-Thomas-de-Cloridorme | **8 août à 19 h**  
Spectacle-hommage aux familles de Grande-Vallée-des-Monts, **9 août à 19 h**

Coût du billet : 35 \$ taxes incluses en ligne

Vente le jour même à l'entrée 40 \$ taxes incluses

Réservations en ligne : <https://theatredubic.tuxedobillet.com/main/lincroyable-et-ineffacable-histoire-de-sainte-dignite-de-lavenir-en-tournee>

Notez que certains rassemblements de familles des villages fermés organiseront des activités de retrouvailles pendant leurs fins de semaine hommage, informez-vous des activités sur la page Facebook du Centre de mise en valeur des Opérations Dignité : <https://www.facebook.com/OperationDignite/>